

une publication du
Centre d'Etudes Juridiques
Françaises

Universität des Saarlandes
D 6600 Saarbrücken

n° 5

**Einigungsvertrag /
traité d'Union**
(édition synoptique bilingue)

DER EINIGUNGSVERTRAG /

TRAITE D'UNION

(zweisprachige Ausgabe / édition synoptique bilingue)

**Introduction et traduction par
Christian AUTEXIER**

Les "études et documents du c.e.j.f." sont publiés par le Centre d'Etudes Juridiques Françaises, avec le soutien de l'Université de la Sarre. Les responsables de cette publication sont Christian AUTEXIER et Claude WITZ, directeurs du Centre d'Etudes Juridiques Françaises.

Univ.-Prof. Dr. Christian AUTEXIER, (1944),
Docteur en droit (doctorat d'Etat, droit public).
Maître assistant à l'Université de Lille II (1975/1980),
Hochschulassistent à l'Université de la Sarre (1980-1983),
Professeur à l'Université d'Angers (détaché : 1983-1986)
Professeur à l'Université de Lille II (détaché : depuis 1986).
Titulaire de la chaire de droit public français à l'Université de la Sarre,
codirecteur du Centre d'Etudes Juridiques Françaises depuis 1984.

Spécialités : . *droit constitutionnel*,
. *science administrative*,
. *droit comparé*,
. *droit allemand*.

Adresse professionnelle :
UNIVERSITÄT DES SAARLANDES
Lehrstuhl für französisches
öffentliches Recht
D - W6600 Saarbrücken 11
tél. : (49.681) 302-21.85

1991 © Centre d'Etudes Juridiques Françaises
UNIVERSITÄT DES SAARLANDES

Nicht im Buchhandel erhältlich

Abgabe gegen eine Schutzgebühr von DM 10,-

Umschlaggestaltung
Hans HUSEL
Saarbrücken

MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DIX : LA RÉUNIFICATION DE L'ALLEMAGNE SOUS LA LOI FONDAMENTALE

Introduction au traité d'Union signé à Berlin le 31 août 1990

L'année 1990 restera dans l'histoire de cette fin du XIX^e siècle comme l'année de la réunification de l'Allemagne. Depuis 1945, et encore plus depuis la création des deux Etats allemands en 1949, l'Allemagne vivait sous le signe d'un provisoire qui reflétait le temps de la guerre froide et de la division du monde en deux blocs.

Ce caractère provisoire se manifestait aussi bien dans le droit interne de la République fédérale d'Allemagne que dans l'ordre international.

En droit interne, le terme même de *Loi fondamentale*, imposé dès 1948 aux trois gouverneurs militaires occidentaux par les Ministres-présidents des Länder des zones d'occupation occidentales, connote le texte constitutionnel dans ce qu'il a de provisoirement inachevé ; en droit international, les conséquences tirées de la capitulation sans condition des forces allemandes du 12 mai 1945 ont fait que jusqu'en 1990, le terme d'Allemagne n'était plus utilisé que pour désigner une potentialité de nation souveraine.

Depuis 1990, le terme "Allemagne" désigne à nouveau une réalité juridique unifiée. Constitutionnellement, la sortie du provisoire s'est opérée le 3 octobre 1990, date de la prise d'effet de l'adhésion de la République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne¹. L'art. 3 du traité étend en effet à l'ensemble du territoire de l'ex-RDA le champ d'application de la Loi fondamentale à partir du 3 octobre 1990, avec des dispositions particulières pour la constitution financière (art. 91a, 91b, 104a à 105 LF : cf. art. 7 du traité).

Cette unification juridique suivait de quelques jours l'entrée en vigueur le 29 septembre 1990 en RFA du traité entre la RFA et la RDA, relatif à la réalisation de l'unité de l'Allemagne ("traité d'Union"), signé à Berlin le 31 août 1990, en même temps que l'avenant du 18 septembre 1990 relatif à la mise en oeuvre et à l'interprétation du traité d'Union et que la loi fédérale de ratification du 23 septembre 1990.

Si le traité d'Union et ses volumineuses annexes constituent sans conteste la pièce essentielle du mécanisme d'unification de deux ordres juridiques radicalement distincts, il importe néanmoins de conserver à l'esprit l'ensemble des étapes et documents qui ont permis en l'espace de quelques mois de réaliser l'unité de l'Allemagne en droit interne comme en droit international :

- traité du 18 mai 1990 relatif à la constitution d'une union monétaire, économique et sociale entre la RDA et la RFA ;

¹ Date d'entrée en vigueur mentionnée dans la notification du 26.10.1990, BGBl. II p. 1360.

- traité du 3 août 1990 relatif à la préparation et à la réalisation des premières élections du Bundestag pour l'ensemble de l'Allemagne, et son avenant du 20 août 1990 ;
- traité sur l'unification allemande signé le mercredi 12 septembre 1990 à Moscou par les représentants des Etats ayant participé à la conférence "2+4" ;
- accord relatif au règlement de certaines questions concernant Berlin, du 25 septembre 1990 ;
- sixième loi relative à la mise en oeuvre du droit fédéral à Berlin (ouest), du 25 septembre 1990 ;
- loi relative à la poursuite temporaire du séjour des forces armées des anciennes puissances d'occupation à Berlin et des forces armées soviétiques sur le territoire de l'ancienne RDA, du 24 septembre 1990.

On ne présentera dans cette introduction au texte bilingue du traité d'Union que les principaux textes-clés de ce processus de réunification et de sortie du provisoire².

*
* *

A. Le processus inter-allemand d'unification

1. Le traité relatif à la constitution d'une union monétaire, économique et sociale (18 mai 1990)

Ce traité est entré en vigueur le 30 juin 1990. Ses dispositions restent applicables, sous réserve de l'art. 40¹I du traité d'Union.

Son objet principal fut de créer une zone monétaire unique, avec le DM comme monnaie commune, à partir du 1er juillet 1990.

Il est arrêté, par ailleurs, que l'union économique reposera sur l'économie sociale de marché, définie "notamment par la propriété privée, la concurrence loyale, la formation libre des prix et le principe de la libre circulation des travailleurs, des capitaux, des biens et des services" (art. 1).

Les deux Etats déclarent adhérer à l'ordre constitutionnel libéral, démocratique, fédéral et social, ainsi qu'à l'Etat de droit. On retrouve là les bases de l'ordre constitutionnel de la

² Sur toute cette période, on consultera en langue française :

- L'unité allemande, no. spécial 1990 de la revue "Documenta", avec la traduction des principaux textes de cette période.
- Michel Fromont : L'Union de l'Allemagne dans la liberté 1989-1990, in : RDP 1/1991, p. 121-148.
- Michel Fromont : Les institutions allemandes depuis le traité d'Union du 30 août 1990, in : RDP 3/1991, p. 733-757.
- Anne-Marie le Givernec : L'Allemagne : reconstruction d'une Nation, in : Pouvoirs n° 57 (1991), p. 71-83.
- Adolf Kimmel : Aspects constitutionnels de l'unification allemande, in : Pouvoirs n° 57 (1991), p. 143-151.

RFA. Pour la RDA, cette acceptation des choix de société de la RFA impliquait la caducité des dispositions de sa constitution incompatibles avec ce nouveau choix de société (art. 2)³.

Sur le plan monétaire, les salaires, traitements, bourses, retraites, loyers et redevances de baux ainsi que les autres paiements périodiques sont convertis au taux de *1 pour 1*, tandis que toutes les autres créances de dettes libellées en marks de la RDA sont, en principe, converties en DM au taux de *2 pour 1* (art. 10).

Sur le plan social, l'alignement de principe sur le droit de la RFA est prévu par l'art. 17, pour la liberté syndicale, l'autonomie des partenaires sociaux en matière de négociations collectives, les réglementations relatives aux conflits du travail, l'organisation des entreprises et la protection contre le licenciement.

Sur le plan financier, le traité du 18 mai 1990 a accordé d'importantes dotations financières à la RDA, afin de permettre à celle-ci d'équilibrer son budget (art. 28) :

- 22 Mrd. DM pour la fin de l'année 1990 ;
- 35 Mrd. DM pour l'année 1991.

D'autres dotations étaient destinées à financer le démarrage de l'assurance indemnité-vieillesse, ainsi que l'assurance-chômage.

*

2. Le traité relatif à la préparation et à la réalisation des premières élections du Bundestag pour l'ensemble de l'Allemagne (3 août 1990)

Ce traité, complété par un avenant du 20 août 1990, a été approuvé en RFA par une loi du 29 août 1990, qui modifiait la loi fédérale relative aux élections. La déclaration d'inconstitutionnalité de certaines de ses dispositions par une décision du 29 septembre de la CCF a rendu nécessaire l'intervention d'une dixième loi de modification de la loi sur les élections, le 8 octobre 1990.

Le traité posait le principe de l'unité du droit applicable aux premières élections d'ensemble. Le champ d'application territoriale de l'ancienne loi électorale fédérale fut étendu à l'ensemble de Berlin et au territoire de la RDA. En même temps, le traité a réglé le découpage des circonscriptions électorales en RDA pour les premières élections.

Les difficultés essentielles ont porté sur l'application de la clause des 5 %, destinée à limiter les effets du système de représentation proportionnelle. A l'origine, cette clause devait s'appliquer séparément aux anciens territoires de la RFA et de la RDA. Il fut toutefois finalement décidé d'appliquer la clause à l'ensemble du territoire allemand, tout en permettant à des petits partis de s'apparenter entre eux pour atteindre ensemble le seuil des 5 % sur l'ensemble du territoire.

³ Cette abrogation en bloc des dispositions constitutionnelles incompatibles avec le nouveau choix de société, n'est pas sans rappeler la technique utilisée par le gouvernement provisoire de la République française dans l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental.

Par une décision du 29 septembre 1990, la CCF a jugé que nonobstant la possibilité d'appareillements (qui d'ailleurs était elle-même suspecte de défavoriser les petites formations), l'extension de la clause des 5 % à l'ensemble du territoire violait le principe d'égalité du droit de suffrage (art. 38.I LF), en ce sens qu'il défavorisait les partis de l'ancienne RDA, en raison de la disproportion des chiffres de population dans les deux parties de l'Allemagne.

Pour tenir compte de cette décision, la loi fédérale revint donc sur le système de l'application séparée de la clause de 5 % sur chacun des deux territoires et assouplit les conditions imposées aux appareillements. Cette réglementation ne fut en vigueur que pour les élections du 2 décembre 1990, la clause des 5 % redevenant applicable pour l'ensemble du territoire dès les élections fédérales suivantes.

*

3. Le traité d'Union (Einigungsvertrag : EV, 31 août 1990)

L'union a été réalisée sur le fondement de l'art. 23 LF, qui avait déjà été utilisé en 1956 pour l'intégration de la Sarre (Eingliederungsgesetz), et non sur le fondement de l'art. 146 qui aurait présenté l'inconvénient d'ouvrir un débat constitutionnel (nécessité d'une assemblée constituante) long et superflu à un moment où il importait d'agir rapidement compte tenu de la situation économique préoccupante en RDA et des incertitudes politiques dans l'est de l'Europe. De ce choix procédural subsiste une anomalie linguistique : l'Allemagne réunifiée n'a toujours pas de Constitution, mais une simple *Loi fondamentale*⁴.

En conséquence du choix d'utiliser l'art. 23.II LF, il fallut redonner vie aux anciens Länder de la RDA, qui étaient disparus en fait, sinon en droit, depuis le début des années 50. Ceci fut réalisé par une loi de la RDA du 22 juillet 1990, avec quelques modifications mineures des anciens tracés pour tenir compte des solidarités locales apparues au cours des quatre dernières décennies. Après l'union, ces Länder apparaissent au Préambule modifié de la Loi fondamentale.

Le traité d'Union est un document d'une dimension exceptionnelle :

- 45 articles,
- un protocole,
- trois annexes,

soit un total de 360 pages au Journal officiel de la Fédération⁵.

⁴ En faveur de l'utilisation de l'art. 146, on a pu faire valoir que celui-ci s'imposait dans la mesure où il ne s'agissait plus de l'adhésion de parties de l'Allemagne, mais bien de l'ensemble du reste de l'Allemagne, c'est-à-dire de l'acte final de la réunification : du fait de résolutions parallèles adoptées les 21 et 22 juin 1990 par la chambre du peuple en RDA et le Bundestag en RFA, du fait également du traité "2 + 4", traité de Moscou du 12 septembre 1990 parant règlement définitif concernant l'Allemagne, la frontière Oder-Neisse est devenue frontière définitive de l'Allemagne à l'est. Cf. également le traité germano-polonais signé le 14 novembre 1990. De ce fait, avec l'adhésion de la RDA, l'union est parfaite.

⁵ - Les 45 articles du texte fixent les principes :
 . entrée en vigueur du droit fédéral sur l'ancien territoire de la RDA, avec une réglementation très fine des conflits de la loi dans le temps,
 . sort des traités internationaux de la RFA et de la RDA,
 . entrée du territoire de la RDA dans le champ d'application de la Communauté européenne,
 . dévolution des biens : sort des institutions et patrimoines de la RDA,
 - Le protocole contient des précisions sur le traité et ses annexes.

Le traité d'Union a été approuvé à la double majorité des 2/3 au Bundestag et au Bundesrat, les 20/21 septembre 1990⁶. Cette double majorité satisfaisant aux conditions d'exercice du pouvoir constituant dérivé (art. 79.II LF), la loi approuvant le traité pouvait également avaliser les modifications du texte de la Loi fondamentale prévues notamment aux art. 4 et 5 du traité.

L'art. 4 du traité introduit les modifications suivantes dans le texte de la Loi fondamentale (trente-sixième révision) :

- l'art 23 LF, ayant rempli sa fonction historique de vecteur de l'adhésion des Länder manquant en 1949, est supprimé : le processus de réunification est achevé ;
- corrélativement, et dans le même sens, le Préambule et l'art. 146 LF sont modifiés pour souligner le fait que la Loi fondamentale vaut désormais pour le peuple allemand tout entier ;
- l'article 51 LF relatif au nombre de voix au Bundesrat est modifié de manière à y renforcer le poids des quatre Länder les plus peuplés : Bade-Wurtemberg, Bavière, Basse-Saxe et Rhénanie du Nord-Westphalie ;
- l'article 135 LF est complété d'un alinéa second, de manière à permettre l'extension au patrimoine de la RDA des règles qui avaient été utilisées après la guerre pour faire face à la faillite de l'ancien Reich ;
- profitant d'une lacune dans la numérotation des articles depuis une révision de 1968, un nouvel article 143 est introduit de manière à permettre des dérogations au texte de la LF par des législations de la RDA temporairement maintenues ; derrière les formulations sibyllines, on retiendra surtout la controverse sur la législation de l'interruption volontaire de grossesse.

L'art. 5 du traité envisage la perspective de modifications futures de la LF, dans une perspective plus programmatique que véritablement juridique, au point que l'on peut se demander quelle est la portée juridique exacte d'une déclaration de principe qui paraît plutôt destinée à satisfaire certaines revendications de partis ou de tendances à l'intérieur des partis.

Le traité d'Union contient enfin toute une série de dispositions relatives à la transition :

- transition du droit de la RDA à celui de la RFA (art. 9 EV) ;
- introduction du droit communautaire (art. 10 EV).

- L'annexe I comprend les dispositions sur l'entrée en vigueur du droit fédéral, chapitre par chapitre, chaque chapitre correspondant au ressort d'un ministre fédéral. Pour chaque chapitre, il est distingué :

1. les règles qui provisionnellement, ne s'appliquent au territoire de l'ex-RDA,
2. les règles applicables, éventuellement après compléments et modifications, à l'ensemble du territoire allemand,
3. les règles applicables au seul territoire de l'ex-RDA.

Les règles non-mentionnées dans ces annexes deviennent normalement directement applicables à l'ensemble du territoire allemand.

- L'annexe II contient l'indication des règles du droit de la RDA maintenues en vigueur sur l'ancien territoire de celle-ci (avec également une division en trois sections, et par catégories concernées).

- L'annexe III contient une déclaration commune entre les gouvernements de la RFA et de la RDA relative au règlement des questions patrimoniales en suspens.

⁶ Bundestag : 440 voix c/ 47 (droits CDU et CSU) ;
Bundesrat : unanimité.
(A la chambre du peuple de la RDA : 299 voix c/ 80).

Ces dispositions, et notamment celles de l'art. 9 EV, constituent une magnifique illustration des différents cas de figure envisagés par la théorie générale du droit sous le nom de conflits de lois dans le temps.

*
* *

B. La fin du régime international spécifique de l'Allemagne

Le plus important des textes à signaler ici est le traité du 12 septembre 1990, signé à Moscou entre les quatre puissances alliées et les deux Etats allemands.

Ce traité n'est entré définitivement en vigueur qu'après sa ratification par les quatre puissances alliées, mais celles-ci se sont accordées pour abandonner leurs droits et responsabilités à l'égard de Berlin et de l'Allemagne toute entière dès le 3 octobre 1990, ouvrant ainsi la possibilité à l'Allemagne unie de redevenir un Etat pleinement souverain.

Le traité de Moscou constitue de fait un véritable traité de paix, le traité de paix qui n'avait jamais été signé entre l'Allemagne et les quatre puissances victorieuses du nazisme. Ce traité de paix

- fixe définitivement le territoire de l'Allemagne⁷,
- énonce clairement que les territoires à l'est de la frontière germano-polonaise ne sauraient être revendiqués par l'Allemagne, qu'il s'agisse de territoires situés en Pologne ou en Union soviétique⁸,
- engage l'Allemagne à faire disparaître du texte de sa constitution les dispositions faisant mention de la réunification (et qui pourraient donc servir de support en droit interne à une éventuelle poursuite du mouvement de réunification au-delà des frontières actuelles). Effectivement, et comme nous l'avons relevé plus haut, le traité d'Union a modifié en ce sens le Préambule et l'art. 146, et abrogé l'art. 23 LF.

L'Union soviétique s'est engagée à retirer ses troupes de l'ancienne RDA avant la fin de l'année 1994, tandis que l'Allemagne s'engageait à ne pas laisser stationner sur ce même territoire des troupes intégrées à l'OTAN ou à une autre alliance occidentale.

Le traité règle ensuite la réduction des effectifs des forces armées allemandes à 370.000 hommes, ainsi que les limitations de nature et d'armement des unités allemandes qui stationneront dans les territoires de l'ancienne RDA.

⁷ Art. 1 : "1) L'Allemagne unie comprendra le territoire de la République fédérale d'Allemagne, de la République démocratique allemande et de l'ensemble de Berlin. Ses frontières extérieures seront les frontières de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande et seront définitives à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité. La confirmation du caractère définitif des frontières de l'Allemagne unie constitue un élément essentiel de l'ordre de paix en Europe."

⁸ Art. 1 : "2) L'Allemagne unie et la République de Pologne confirmeront la frontière existante entre elles par un traité ayant force obligatoire en droit international.

3) L'Allemagne unie n'a aucune revendication territoriale quelle qu'elle soit envers d'autres Etats et n'en formulera pas à l'avenir."

Enfin, les art. 6 et 7 rétablissent la pleine et entière souveraineté, interne et internationale, de l'Allemagne⁹.

Le traité de Moscou a été ratifié le 4 mars 1991 par le Soviet Suprême de l'URSS, dernier signataire de l'accord à le faire¹⁰.

Conformément aux prévisions des signataires du traité de Moscou, deux autres instruments internationaux ont été adoptés en vue de normaliser les relations de l'Allemagne unie avec les pays de l'est européen particulièrement attachés à cette normalisation et à l'organisation d'un ordre de paix durable dans cette période décisive de l'histoire de l'Europe :

- le traité sur les relations de bon voisinage, le partenariat et la coopération entre la République fédérale d'Allemagne et l'URSS, du 9 novembre 1990, et
- le traité germano-polonais du 14 novembre 1990 relatif à la confirmation de la frontière existant entre les deux Républiques.

*
* *

Sous la réserve des perspectives de révision ouvertes par le traité d'Union, et nonobstant l'anomalie linguistique qui conduit à utiliser encore le vocable de *Loi fondamentale*, celle-ci a bien émergé du provisoire le 3 octobre 1990, pour devenir le texte constitutionnel d'une Allemagne ayant désormais surmonté, sur le plan du droit constitutionnel comme sur celui du droit international public, les séquelles du troisième Reich et de la guerre.

*
* *

⁹ Art. 7 : "2) L'Allemagne unie jouira, en conséquence, de la pleine souveraineté sur ses affaires intérieures et extérieures."

¹⁰ L'URSS a également ratifié un traité «de bon voisinage» et un traité sur «le développement de la coopération» ; en revanche, la décision sur l'accord relatif au retrait des troupes soviétiques a été renvoyée à une date ultérieure.

Vertrag
zwischen der
Bundesrepublik Deutschland
und der
Deutschen Demokratischen Republik
über die Herstellung der
Einheit Deutschlands
– Einigungsvertrag –

889

Die Bundesrepublik Deutschland und die Deutsche Demokratische Republik – entschlossen, die Einheit Deutschlands in Frieden und Freiheit als gleichberechtigtes Glied der Völkergemeinschaft in freier Selbstbestimmung zu vollenden,

ausgehend von dem Wunsch der Menschen in beiden Teilen Deutschlands, gemeinsam in Frieden und Freiheit in einem rechtsstaatlich geordneten, demokratischen und sozialen Bundesstaat zu leben,

in dankbarem Respekt vor denen, die auf friedliche Weise der Freiheit zum Durchbruch verholfen haben, die an der Aufgabe der Herstellung der Einheit Deutschlands unbeirrt festgehalten haben und sie vollenden,

im Bewußtsein der Kontinuität deutscher Geschichte und eingedenk der sich aus unserer Vergangenheit ergebenden besonderen Verantwortung für eine demokratische Entwicklung in Deutschland, die der Achtung der Menschenrechte und dem Frieden verpflichtet bleibt,

in dem Bestreben, durch die deutsche Einheit einen Beitrag zur Einigung Europas und zum Aufbau einer europäischen Friedensordnung zu leisten, in der Grenzen nicht mehr trennen und die allen europäischen Völkern ein vertrauensvolles Zusammenleben gewährleistet,

in dem Bewußtsein, daß die Unverletzlichkeit der Grenzen und der territorialen Integrität und Souveränität aller Staaten in Europa in ihren Grenzen eine grundlegende Bedingung für den Frieden ist –

sind übereingekommen, einen Vertrag über die Herstellung der Einheit Deutschlands mit den nachfolgenden Bestimmungen zu schließen:

[889] ¹

T R A I T É
ENTRE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE
ET LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE RELATIF
À LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE L'ALLEMAGNE

- TRAITÉ D'UNION -

(signé à Berlin le 31 août 1990)

La République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande,

- résolues à parachever l'unité de l'Allemagne, en qualité de membre égal en droit de la communauté des peuples, par une libre auto-détermination, dans la paix et la liberté,
- procédant du désir des êtres humains dans les deux parties de l'Allemagne de vivre ensemble dans la paix et la liberté, dans un Etat fédéral démocratique et social, organisé en Etat de droit,
- respectueusement reconnaissantes à ceux qui ont permis l'irruption pacifique de la liberté, qui se sont imperturbablement tenus à la mission de réalisation de l'unité de l'Allemagne et qui la parachèvent,
- conscientes de la continuité de l'histoire allemande et ayant à l'esprit que de notre passé découle une responsabilité particulière afin que le développement démocratique en Allemagne continue à satisfaire à l'obligation de paix et de respect des droits de l'être humain,
- voulant que l'unité allemande contribue à l'union de l'Europe et à la construction d'un ordre de paix européen dans lequel les frontières ne séparent plus et qui assure la coexistence confiante de tous les peuples européens,
- conscientes de ce que l'inviolabilité des frontières, l'intégrité territoriale et la souveraineté dans leurs frontières de tous les Etats européens est une condition fondamentale de la paix,

sont convenues de conclure un traité relatif à l'établissement de l'unité de l'Allemagne avec les dispositions suivantes :

¹ Les numéros en marge du texte correspondent à ceux des pages au journal officiel fédéral (BGBl.), 2e partie, du 28 septembre 1990.

890

Kapitel I

Wirkung des Beitritts

Artikel 1

Länder

- (1) Mit dem Wirksamwerden des Beitritts der Deutschen Demokratischen Republik zur Bundesrepublik Deutschland gemäß Artikel 23 des Grundgesetzes am 3. Oktober 1990 werden die Länder Brandenburg, Mecklenburg-Vorpommern, Sachsen, Sachsen-Anhalt und Thüringen Länder der Bundesrepublik Deutschland. Für die Bildung und die Grenzen dieser Länder untereinander sind die Bestimmungen des Verfassungsgesetzes zur Bildung von Ländern in der Deutschen Demokratischen Republik vom 22. Juli 1990 — Ländereinführungsgesetz — (GBl. I Nr. 51 S. 955) gemäß Anlage II maßgebend.
- (2) Die 23 Bezirke von Berlin bilden das Land Berlin.

Artikel 2

Hauptstadt, Tag der Deutschen Einheit

- (1) Hauptstadt Deutschlands ist Berlin. Die Frage des Sitzes von Parlament und Regierung wird nach der Herstellung der Einheit Deutschlands entschieden.
- (2) Der 3. Oktober ist als Tag der Deutschen Einheit gesetzlicher Feiertag.

Kapitel II

Grundgesetz

Artikel 3

Inkrafttreten des Grundgesetzes

Mit dem Wirksamwerden des Beitritts tritt das Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland in der im Bundesgesetzblatt Teil III, Gliederungsnummer 100-1, veröffentlichten bereinigten Fassung, zuletzt geändert durch Gesetz vom 21. Dezember 1983 (BGBl. I S. 1481), in den Ländern Brandenburg, Mecklenburg-Vorpommern, Sachsen, Sachsen-Anhalt und Thüringen sowie in dem Teil des Landes Berlin, in dem es bis hernicht galt, mit den sich aus Artikel 4 ergebenden Änderungen in Kraft, soweit in diesem Vertrag nichts anderes bestimmt ist.

[890]

Chapitre I

Effet de l'adhésion

Article 1

Les Länder

- (1) Avec la prise d'effet le 3 octobre 1990 de l'adhésion de la République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne selon l'article 23 de la Loi fondamentale, les Länder de Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie antérieure, Saxe, Saxe-Anhalt et Thuringe deviendront des Länder de la République fédérale d'Allemagne. Conformément à l'annexe II, la formation de ces Länder et leurs frontières mutuelles s'effectuent selon les dispositions de la loi constitutionnelle du 22 juillet 1990 relative à la formation de Länder dans la République démocratique allemande - Loi relative à l'introduction de Länder (GBl. I n° 51, p. 955).
- (2) Les 23 arrondissements de Berlin forment le Land de Berlin.

Article 2

Capitale, jour de l'unité allemande

- (1) La capitale de l'Allemagne est Berlin. La question du siège du Parlement et du Gouvernement sera réglée après la réalisation de l'unité de l'Allemagne.
- (2) Le 3 octobre, jour de l'unité allemande, est un jour férié légal.

Chapitre II

Loi fondamentale

Article 3

Entrée en vigueur de la Loi fondamentale

Après la prise d'effet de l'adhésion, la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne entre en vigueur dans sa version corrigée publiée au Journal officiel fédéral, IIIe partie, numéro 100-1, et modifiée pour la dernière fois par la loi du 21 décembre 1983 (BGBl. I p. 1481), dans les Länder de Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie antérieure, Saxe, Saxe-Anhalt et Thuringe, ainsi que dans la partie du Land de Berlin dans laquelle elle ne s'appliquait pas jusque là, avec les modifications qui découlent de l'article 4, sauf si le présent traité en dispose autrement.

Artikel 4

Beitrittsbedingte Änderungen des Grundgesetzes

Das Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland wird wie folgt geändert:

1. Die Präambel wird wie folgt gefaßt:
 "Im Bewußtsein seiner Verantwortung vor Gott und den Menschen, von dem Willen beseelt, als gleichberechtigtes Glied in einem vereinten Europa dem Frieden der Welt zu dienen, hat sich das Deutsche Volk kraft seiner verfassungsgebenden Gewalt dieses Grundgesetz gegeben. Die Deutschen in den Ländern Baden-Württemberg, Bayern, Berlin, Brandenburg, Bremen, Hamburg, Hessen, Mecklenburg-Vorpommern, Niedersachsen, Nordrhein-Westfalen, Rheinland-Pfalz, Saarland, Sachsen, Sachsen-Anhalt, Schleswig-Holstein und Thüringen haben in freier Selbstbestimmung die Einheit und Freiheit Deutschlands vollendet. Damit gilt dieses Grundgesetz für das gesamte Deutsche Volk."
2. Artikel 23 wird aufgehoben.
3. Artikel 51 Abs. 2 des Grundgesetzes wird wie folgt gefaßt:
 "(2) Jedes Land hat mindestens drei Stimmen, Länder mit mehr als zwei Millionen Einwohnern haben vier, Länder mit mehr als sechs Millionen Einwohnern fünf, Länder mit mehr als sieben Millionen Einwohnern sechs Stimmen."
4. Der bisherige Wortlaut des Artikels 135 a wird Absatz 1. Nach Absatz 1 wird folgender Absatz angefügt:
 "(2) Absatz 1 findet entsprechende Anwendung auf Verbindlichkeiten der Deutschen Demokratischen Republik oder ihrer Rechtsträger sowie auf Verbindlichkeiten des Bundes oder anderer Körperschaften und Anstalten des öffentlichen Rechts, die mit dem Übergang von Vermögenswerten der Deutschen Demokratischen Republik auf Bund, Länder und Gemeinden im Zusammenhang stehen, und auf Verbindlichkeiten, die auf Maßnahmen der Deutschen Demokratischen Republik oder ihrer Rechtsträger beruhen."
5. In das Grundgesetz wird folgender neuer Artikel 143 eingefügt:
 „Artikel 143
 (1) Recht in dem in Artikel 3 des Einigungsvertrags genannten Gebiet kann längstens bis zum 31. Dezember 1992 von Bestimmungen dieses Grundgesetzes abweichen, soweit und solange infolge der unterschiedlichen Verhältnisse die völlige Anpassung an die grundgesetzliche Ordnung noch nicht erreicht werden kann. Abweichungen dürfen nicht gegen Artikel 19 Abs. 2 verstoßen und müssen mit den in Artikel 79 Abs. 3 genannten Grundsätzen vereinbar sein.
 (2) Abweichungen von den Abschnitten II, VIII, VIII a, IX, X und XI sind längstens bis zum 31. Dezember 1995 zulässig.

Article 4 Modifications de la Loi fondamentale dues à l'adhésion

La Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne sera modifiée comme suit :

1. Le Préambule sera rédigé comme suit : "Conscient de sa responsabilité devant Dieu et devant les hommes, animé de la volonté de servir la paix du monde en qualité de membre égal en droits dans une Europe unie, le peuple allemand s'est donné la présente Loi fondamentale en vertu de son pouvoir constituant. Les Allemands dans les Länder de Bade-Wurtemberg, Bavière, Berlin, Brandebourg, Brême, Hambourg, Hesse, Mecklembourg-Poméranie antérieure, Basse-Saxe, Rhénanie du Nord-Westphalie, Rhénanie-Palatinat, Sarre, Saxe, Saxe-Anhalt, Schleswig-Holstein et Thuringe, ont parachevé l'unité et la liberté de l'Allemagne par une libre auto-détermination. La présente Loi fondamentale vaut ainsi pour le peuple allemand tout entier."
2. L'article 23 sera supprimé
3. L'article 51 alinéa 2 de la Loi fondamentale sera rédigé comme suit :
"(2) Chaque Land a au moins trois voix, les Länder qui comptent plus de deux millions d'habitants en ont quatre, ceux qui comptent plus de six millions d'habitants en ont cinq, ceux qui comptent plus de sept millions d'habitants en ont six."
4. L'article 135a deviendra l'alinéa 1er. A la suite de l'alinéa 1er sera introduit l'alinéa suivant :
"(2) L'alinéa 1er s'applique de manière analogue aux obligations de la République démocratique allemande ou ses sujets de droit, aux obligations de la Fédération ou d'autres collectivités et établissements de droit public, qui sont en relation avec le transfert des biens de la République démocratique allemande à la Fédération, aux Länder et aux communes, ainsi qu'aux obligations résultant de mesures prises par la République démocratique allemande ou ses sujets de droit."
5. Il sera introduit dans la Loi fondamentale l'article 143 nouveau suivant :
"Article 143
(1) Le droit applicable dans le territoire mentionné à l'article 3 du traité d'Union peut jusqu'au 31 décembre 1992, au plus tard, déroger aux dispositions de la présente Loi fondamentale dans la mesure où et aussi longtemps qu'une totale mise en conformité à l'ordre établi par la Loi fondamentale n'aura pas encore pu être réalisée par suite des différences de situation. Les dérogations ne doivent pas enfreindre l'article 19, alinéa 2, et doivent être compatibles avec les principes mentionnés à l'article 79, alinéa 3.
(2) Les dérogations aux sections II, VIII, VIIIa, IX, X et XI, sont permises jusqu'au 31 décembre 1995 au plus tard.

[891]

(3) Unabhängig von Absatz 1 und 2 haben Artikel 41 des Einigungsvertrags und Regelungen zu seiner Durchführung auch insoweit Bestand, als sie vorsehen, daß Eingriffe in das Eigentum auf dem in Artikel 3 dieses Vertrags genannten Gebiet nicht mehr rückgängig gemacht werden.“

6. Artikel 146 wird wie folgt gefaßt:

„Artikel 146

Dieses Grundgesetz, das nach Vollendung der Einheit und Freiheit Deutschlands für das gesamte deutsche Volk gilt, verliert seine Gültigkeit an dem Tage, an dem eine Verfassung in Kraft tritt, die von dem deutschen Volke in freier Entscheidung beschlossen worden ist.“

Artikel 5

Künftige Verfassungsänderungen

Die Regierungen der beiden Vertragsparteien empfehlen den gesetzgebenden Körperschaften des vereinten Deutschlands, sich innerhalb von zwei Jahren mit den im Zusammenhang mit der deutschen Einigung aufgeworfenen Fragen zur Änderung oder Ergänzung des Grundgesetzes zu befassen, insbesondere

- in bezug auf das Verhältnis zwischen Bund und Ländern entsprechend dem Gemeinsamen Beschluß der Ministerpräsidenten vom 5. Juli 1990,
- in bezug auf die Möglichkeit einer Neugliederung für den Raum Berlin/Brandenburg abweichend von den Vorschriften des Artikels 29 des Grundgesetzes durch Vereinbarung der beteiligten Länder,
- mit den Überlegungen zur Aufnahme von Staatszielbestimmungen in das Grundgesetz sowie
- mit der Frage der Anwendung des Artikels 146 des Grundgesetzes und in deren Rahmen einer Volksabstimmung.

Artikel 6

Ausnahmebestimmung

Artikel 131 des Grundgesetzes wird in dem in Artikel 3 genannten Gebiet vorerst nicht in Kraft gesetzt.

Artikel 7

Finanzverfassung

- (1) Die Finanzverfassung der Bundesrepublik Deutschland wird auf das in Artikel 3 genannte Gebiet erstreckt, soweit in diesem Vertrag nichts anderes bestimmt ist.

- (3) Indépendamment des alinéas 1 et 2, l'article 41 du traité d'Union et les règles prises pour sa mise en oeuvre sont également applicables, même lorsqu'ils prévoient que des atteintes à la propriété sur le territoire mentionné à l'article 3 dudit traité ont un caractère définitif."
6. L'article 146 sera rédigé comme suit :

"Article 146

La présente Loi fondamentale, qui, l'unité et la liberté de l'Allemagne ayant été parachevées, vaut pour le peuple allemand tout entier, devient caduque le jour de l'entrée en vigueur d'une constitution adoptée par le peuple allemand en pleine liberté de décision."

Article 5

Modifications futures de la constitution

Les Gouvernements des deux parties contractantes recommandent aux corps législatifs de l'Allemagne unie de se saisir dans les deux années des questions soulevées à l'occasion de l'unité allemande et impliquant que la Loi fondamentale soit modifiée ou complétée, notamment des questions

- portant sur les rapports entre le Fédération et les Länder, conformément à la décision commune des Ministres-présidents, du 5 juillet 1990,
- portant sur la possibilité d'une restructuration de l'espace Berlin/Brandebourg par accord des Länder participants, par dérogation aux dispositions de l'article 29 de la Loi fondamentale,
- liées aux réflexions sur l'introduction dans la Loi fondamentale de principes fondamentaux devant guider l'action de l'Etat, ainsi
- qu'aux questions portant sur l'usage de l'article 146 de la Loi fondamentale et le recours au referendum dans ce cadre.

Article 6

Disposition dérogatoire

Dans un premier temps, l'article 131 de la Loi fondamentale ne sera pas mis en vigueur dans le territoire mentionné à l'article 3.

Article 7

Constitution financière

- (1) La constitution financière de la République fédérale d'Allemagne sera étendue au territoire mentionné à l'article 3, sauf si le présent traité en dispose autrement.

- (2) Für die Verteilung des Steueraufkommens auf den Bund sowie auf die Länder und Gemeinden (Gemeindeverbände) in dem in Artikel 3 genannten Gebiet gelten die Bestimmungen des Artikels 106 des Grundgesetzes mit der Maßgabe, daß
1. bis zum 31. Dezember 1994 Absatz 3 Satz 4 und Absatz 4 keine Anwendung finden;
 2. bis zum 31. Dezember 1996 der Anteil der Gemeinden an dem Aufkommen der Einkommensteuer nach Artikel 106 Abs. 5 des Grundgesetzes von den Ländern an die Gemeinden nicht auf der Grundlage der Einkommensteuerleistung ihrer Einwohner, sondern nach der Einwohnerzahl der Gemeinden weitergeleitet wird;
 3. bis zum 31. Dezember 1994 abweichend von Artikel 106 Abs. 7 des Grundgesetzes den Gemeinden (Gemeindeverbänden) von dem Länderanteil am Gesamtaufkommen der Gemeinschaftssteuern und dem gesamten Aufkommen der Landessteuern ein jährlicher Anteil von mindestens 20 vom Hundert sowie vom Länderanteil aus den Mitteln des Fonds „Deutsche Einheit“ nach Absatz 5 Nr. 1 ein jährlicher Anteil von 40 vom Hundert zufließt.
- (3) Artikel 107 des Grundgesetzes gilt in dem in Artikel 3 genannten Gebiet mit der Maßgabe, daß bis zum 31. Dezember 1994 zwischen den bisherigen Ländern der Bundesrepublik Deutschland und den Ländern in dem in Artikel 3 genannten Gebiet die Regelung des Absatzes 1 Satz 4 nicht angewendet wird und ein gesamtdeutscher Länderfinanzausgleich (Artikel 107 Abs. 2 des Grundgesetzes) nicht stattfindet. Der gesamtdeutsche Länderanteil an der Umsatzsteuer wird so in einen Ost- und Westanteil aufgeteilt, daß im Ergebnis der durchschnittliche Umsatzsteueranteil pro Einwohner in den Ländern Brandenburg, Mecklenburg-Vorpommern, Sachsen, Sachsen-Anhalt und Thüringen in den Jahren
- | | |
|------|----------------|
| 1991 | 55 vom Hundert |
| 1992 | 60 vom Hundert |
| 1993 | 65 vom Hundert |
| 1994 | 70 vom Hundert |
- des durchschnittlichen Umsatzsteueranteils pro Einwohner in den Ländern Baden-Württemberg, Bayern, Bremen, Hessen, Hamburg, Niedersachsen, Nordrhein-Westfalen, Rheinland-Pfalz, Saarland und Schleswig-Holstein beträgt. Der Anteil des Landes Berlin wird vorab nach der Einwohnerzahl berechnet. Die Regelungen dieses Absatzes werden für 1993 in Ansehung der dann vorhandenen Gegebenheiten überprüft.
- (4) Das in Artikel 3 genannte Gebiet wird in die Regelungen der Artikel 91 a, 91 b und 104 a Abs. 3 und 4 des Grundgesetzes einschließlich der hierzu ergangenen Ausführungsbestimmungen nach Maßgabe dieses Vertrags mit Wirkung vom 1. Januar 1991 einbezogen.

- (2) Les dispositions de l'article 106 de la Loi fondamentale sont applicables à la répartition du produit des impôts entre la Fédération, les Länder et les communes (ou groupements de communes), sous les réserves suivantes :

1. l'alinéa 3, quatrième phrase et l'alinéa 4 ne sont pas applicables jusqu'au 31 décembre 1994 ;
2. jusqu'au 31 décembre 1996, la quote-part des communes dans les recettes de l'impôt sur le revenu, selon l'article 106 al. 5 de la Loi fondamentale, ne sera pas rétrocédée par les Länder aux communes au prorata de l'impôt sur le revenu payé par leurs habitants, mais en fonction du nombre d'habitants des communes ;
3. jusqu'au 31 décembre 1994 et par dérogation à l'article 106 al. 7 de la Loi fondamentale, il est attribué aux communes (ou groupements de communes) un pourcentage annuel d'au moins 20 % sur la part des Länder dans le produit total des impôts communs et sur la totalité du produit des impôts du Land, ainsi qu'un pourcentage annuel de 40 % sur la part des Länder dans les crédits du Fonds "Unité de l'Allemagne" prévu à l'alinéa 5 n° 1.

[892]

- (3) L'article 107 de la Loi fondamentale est applicable dans le territoire mentionné à l'article 3, sous la réserve que jusqu'au 31 décembre 1994, la disposition de l'alinéa 1er, quatrième phrase ne sera pas appliquée entre les anciens Länder de la République fédérale d'Allemagne et les Länder du territoire mentionné à l'article 3, et qu'il n'y aura pas de péréquation financière (article 107, al. 2 de la Loi fondamentale) pour l'ensemble de l'Allemagne. La part de l'ensemble des Länder allemands dans l'impôt sur le chiffre d'affaires sera divisée en une part orientale et une part occidentale, en sorte que finalement la part moyenne par habitant du produit de l'impôt sur le chiffre d'affaires s'élèvera dans les Länder de Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie antérieure, Saxe, Saxe-Anhalt et Thuringe pour les années

1991 à 55 %,

1992 à 60 %,

1993 à 65 %,

1994 à 70 %

de la part moyenne par habitant du produit de l'impôt sur le chiffre d'affaires dans les Länder de Bade-Wurtemberg, Bavière, Brême, Hesse, Hambourg, Basse-Saxe, Rhénanie du Nord-Westphalie, Rhénanie-Palatinat, Sarre et Schleswig-Holstein. La part du Land de Berlin sera précomptée au prorata du nombre d'habitants. Les dispositions du présent alinéa seront réexaminées en 1993 en considération des circonstances de cette époque.

- (4) Le territoire mentionné à l'article 3 sera inclus à compter du 1er janvier 1991, dans le champ d'application des dispositions des articles 91a, 91b et 104a, al. 3 et 4 de la Loi fondamentale, les dispositions de mise en oeuvre prises en application du présent traité incluses.

- (5) Nach Herstellung der deutschen Einheit werden die jährlichen Leistungen des Fonds „Deutsche Einheit“
 - 1. zu 85 vom Hundert als besondere Unterstützung den Ländern Brandenburg, Mecklenburg-Vorpommern, Sachsen, Sachsen-Anhalt und Thüringen sowie dem Land Berlin zur Deckung ihres allgemeinen Finanzbedarfs gewährt und auf diese Länder im Verhältnis ihrer Einwohnerzahl ohne Berücksichtigung der Einwohnerzahl von Berlin (West) verteilt sowie
 - 2. zu 15 vom Hundert zur Erfüllung zentraler öffentlicher Aufgaben auf dem Gebiet der vorgenannten Länder verwendet.
- (6) Bei grundlegender Veränderung der Gegebenheiten werden die Möglichkeiten weiterer Hilfe zum angemessenen Ausgleich der Finanzkraft für die Länder in dem in Artikel 3 genannten Gebiet von Bund und Ländern gemeinsam geprüft.

Kapitel III

Rechtsangleichung

Artikel 8

Überleitung von Bundesrecht

Mit dem Wirksamwerden des Beitritts tritt in dem in Artikel 3 genannten Gebiet Bundesrecht in Kraft, soweit es nicht in seinem Geltungsbereich auf bestimmte Länder oder Landesteile der Bundesrepublik Deutschland beschränkt ist und soweit durch diesen Vertrag, insbesondere dessen Anlage I, nichts anderes bestimmt wird.

Artikel 9

Fortgeltendes Recht der Deutschen Demokratischen Republik

- (1) Das im Zeitpunkt der Unterzeichnung dieses Vertrags geltende Recht der Deutschen Demokratischen Republik, das nach der Kompetenzordnung des Grundgesetzes Landesrecht ist, bleibt in Kraft, soweit es mit dem Grundgesetz ohne Berücksichtigung des Artikels 143, mit in dem in Artikel 3 genannten Gebiet in Kraft gesetztem Bundesrecht sowie mit dem unmittelbar geltenden Recht der Europäischen Gemeinschaften vereinbar ist und soweit in diesem Vertrag nichts anderes bestimmt wird. Recht der Deutschen Demokratischen Republik, das nach der Kompetenzordnung des Grundgesetzes Bundesrecht ist und das nicht bundeseinheitlich geregelte Gegenstände betrifft, gilt unter den Voraussetzungen des Satzes 1 bis zu einer Regelung durch den Bundesgesetzgeber als Landesrecht fort.

- (5) Après la réalisation de l'unité allemande, les prestations annuelles du Fonds "Unité de l'Allemagne"
1. seront attribuées pour 85 % à titre de soutien particulier aux Länder de Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie antérieure, Saxe, Saxe-Anhalt et Thuringe ainsi qu'au Land de Berlin pour couvrir leurs besoins financiers généraux et répartis entre ces Länder au protata de leur chiffre de population, population de Berlin-ouest non comprise, et
 2. seront utilisées pour 15 % à l'accomplissement des missions publiques centrales sur le territoire des Länder susmentionnés.
- (6) En cas de changement radical des circonstances, les possibilités d'aides complémentaires pour une péréquation satisfaisante des capacités financières des Länder mentionnés à l'article 3 seront examinées en commun par la Fédération et les Länder.

Chapitre III **Unification juridique**

Article 8 **Passage au droit fédéral**

Avec la prise d'effet de l'adhésion, le droit fédéral entre en vigueur dans le territoire mentionné à l'article 3, dans la mesure où son champ d'application n'est pas restreint à certains Länder ou à certaines parties de la République fédérale et sauf si le présent traité en dispose autrement, notamment dans son annexe I.

Article 9 **Droit de la République démocratique allemande maintenu en vigueur**

- (1) Le droit de la République démocratique allemande en vigueur au moment de la signature du présent traité, et qui relève du droit de Land d'après la répartition des compétences dans la Loi fondamentale, reste en vigueur dans la mesure où il est compatible avec la Loi fondamentale (sauf l'article 143), avec le droit fédéral entré en vigueur dans le territoire mentionné à l'article 3 et avec le droit directement applicable des Communautés européennes, sauf si le présent traité en dispose autrement. Le droit de la République démocratique allemande qui relève du droit fédéral d'après la répartition des compétences dans la Loi fondamentale et qui porte sur des objets n'ayant pas été réglés de manière uniforme au niveau fédéral, continue à s'appliquer comme droit de Land dans les conditions de la phrase 1, jusqu'à l'intervention du législateur fédéral.

- (2) Das in Anlage II aufgeführte Recht der Deutschen Demokratischen Republik bleibt mit den dort genannten Maßgaben in Kraft, soweit es mit dem Grundgesetz unter Berücksichtigung dieses Vertrags sowie mit dem unmittelbar geltenden Recht der Europäischen Gemeinschaften vereinbar ist.
- (3) Nach Unterzeichnung dieses Vertrags erlassenes Recht der Deutschen Demokratischen Republik bleibt in Kraft, sofern es zwischen den Vertragsparteien vereinbart wird. Absatz 2 bleibt unberührt.
- (4) Soweit nach den Absätzen 2 und 3 fortgeltendes Recht Gegenstände der ausschließlichen Gesetzgebung des Bundes betrifft, gilt es als Bundesrecht fort. Soweit es Gegenstände der konkurrierenden Gesetzgebung oder der Rahmengesetzgebung betrifft, gilt es als Bundesrecht fort, wenn und soweit es sich auf Sachgebiete bezieht, die im übrigen Geltungsbereich des Grundgesetzes bundesrechtlich geregelt sind.
- (5) Das gemäß Anlage II von der Deutschen Demokratischen Republik erlassene Kirchensteuerrecht gilt in den in Artikel 1 Abs. 1 genannten Ländern als Landesrecht fort.

893

Artikel 10

Recht der Europäischen Gemeinschaften

- (1) Mit dem Wirksamwerden des Beitritts gelten in dem in Artikel 3 genannten Gebiet die Verträge über die Europäischen Gemeinschaften nebst Änderungen und Ergänzungen sowie die internationalen Vereinbarungen, Verträge und Beschlüsse, die in Verbindung mit diesen Verträgen in Kraft getreten sind.
- (2) Die auf der Grundlage der Verträge über die Europäischen Gemeinschaften ergangenen Rechtsakte gelten mit dem Wirksamwerden des Beitritts in dem in Artikel 3 genannten Gebiet, soweit nicht die zuständigen Organe der Europäischen Gemeinschaften Ausnahmeregelungen erlassen. Diese Ausnahmeregelungen sollen den verwaltungsmäßigen Bedürfnissen Rechnung tragen und der Vermeidung wirtschaftlicher Schwierigkeiten dienen.
- (3) Rechtsakte der Europäischen Gemeinschaften, deren Umsetzung oder Ausführung in die Zuständigkeit der Länder fällt, sind von diesen durch landesrechtliche Vorschriften umzusetzen oder auszuführen.

-
- (2) Le droit de la République démocratique allemande mentionné à l'annexe II reste en vigueur sous les conditions y indiquées dans la mesure où il est compatible avec la Loi fondamentale, compte tenu du présent traité, ainsi qu'avec le droit directement applicable des Communautés européennes.
- (3) Le droit de la République démocratique allemande promulgué après la signature du présent traité reste en vigueur dans la mesure où il en a été convenu ainsi entre les parties contractantes. L'alinéa 2 n'est pas affecté par ce qui précède.
- (4) Dans la mesure où du droit maintenu en vigueur selon les alinéas 2 et 3 porte sur des objets de la compétence législative exclusive de la Fédération, il continue à valoir en qualité de droit fédéral. Dans la mesure où il porte sur des objets de la compétence législative concurrente ou de la compétence législative cadre, il continue à valoir en qualité de droit fédéral si, et dans la mesure où, il porte sur des domaines qui font l'objet d'une réglementation fédérale dans le reste du champ d'application de la Loi fondamentale.
- [893] (5) Le droit relatif à l'impôt d'église promulgué par la République démocratique allemande conformément à l'annexe II, reste en vigueur dans les Länder mentionnés à l'article 1 al. 1, en qualité de droit de Land.

Article 10

Droit des Communautés européennes

- (1) Avec la prise d'effet de l'adhésion, les traités relatifs aux Communautés européennes, leurs modifications et compléments, ainsi que les accords internationaux, traités et décisions qui sont entrés en vigueur en relation avec ces traités, entrent en vigueur dans le territoire mentionné à l'article 3.
- (2) Les actes juridiques intervenus sur le fondement des traités relatifs aux Communautés européennes entrent en vigueur après la prise d'effet de l'adhésion dans le territoire mentionné à l'article 3, dans la mesure où les organes compétents des Communautés européennes n'ont pas édicté d'exceptions. Ces exceptions doivent tenir compte des besoins administratifs et servir à éviter des difficultés économiques.
- (3) Les actes juridiques des Communautés européennes dont la mise en oeuvre ou l'application relève de la compétence des Länder doivent être mis en oeuvre ou exécutés par ceux-ci au moyen de prescriptions de droit de Land.

Kapitel IV

Völkerrechtliche Verträge und Vereinbarungen

Artikel 11

Verträge der Bundesrepublik Deutschland

Die Vertragsparteien gehen davon aus, daß völkerrechtliche Verträge und Vereinbarungen, denen die Bundesrepublik Deutschland als Vertragspartei angehört, einschließlich solcher Verträge, die Mitgliedschaften in internationalen Organisationen oder Institutionen begründen, ihre Gültigkeit behalten und die daraus folgenden Rechte und Verpflichtungen sich mit Ausnahme der in Anlage I genannten Verträge auch auf das in Artikel 3 genannte Gebiet beziehen. Soweit im Einzelfall Anpassungen erforderlich werden, wird sich die gesamtdeutsche Regierung mit den jeweiligen Vertragspartnern ins Benehmen setzen.

Artikel 12

Verträge der Deutschen Demokratischen Republik

- (1) Die Vertragsparteien sind sich einig, daß die völkerrechtlichen Verträge der Deutschen Demokratischen Republik im Zuge der Herstellung der Einheit Deutschlands unter den Gesichtspunkten des Vertrauensschutzes, der Interessenlage der beteiligten Staaten und der vertraglichen Verpflichtungen der Bundesrepublik Deutschland sowie nach den Prinzipien einer freiheitlichen, demokratischen und rechtsstaatlichen Grundordnung und unter Beachtung der Zuständigkeiten der Europäischen Gemeinschaften mit den Vertragspartnern der Deutschen Demokratischen Republik zu erörtern sind, um ihre Fortgeltung, Anpassung oder ihr Erlöschen zu regeln beziehungsweise festzustellen.
- (2) Das vereinte Deutschland legt seine Haltung zum Übergang völkerrechtlicher Verträge der Deutschen Demokratischen Republik nach Konsultationen mit den jeweiligen Vertragspartnern und mit den Europäischen Gemeinschaften, soweit deren Zuständigkeiten berührt sind, fest.
- (3) Beabsichtigt das vereinte Deutschland, in internationale Organisationen oder in sonstige mehrseitige Verträge einzutreten, denen die Deutsche Demokratische Republik, nicht aber die Bundesrepublik Deutschland angehört, so wird Einvernehmen mit den jeweiligen Vertragspartnern und mit den Europäischen Gemeinschaften, soweit deren Zuständigkeiten berührt sind, hergestellt.

Chapitre IV

Traités et accords internationaux

Article 11

Traités de la République fédérale d'Allemagne

Les parties contractantes partent du principe que les traités et accords internationaux auxquels la République fédérale d'Allemagne est partie, y compris ceux des traités qui fondent la qualité de membre dans des organisations et institutions internationales, conservent leur validité et que les droits et obligations qui en découlent concernent également le territoire mentionné à l'article 3, à l'exception des traités mentionnés à l'annexe I. Dans la mesure où des adaptations seraient nécessaires dans un cas particulier, le gouvernement de l'Allemagne toute entière se concertera avec les partenaires respectifs au traité.

Article 12

Traités de la République démocratique allemande

- (1) Les parties contractantes s'accordent à considérer que les traités internationaux de la République démocratique allemande devront au cours de la réalisation de l'unité de l'Allemagne, être évoqués avec les partenaires de la République démocratique allemande, afin de régler ou constater leur maintien en vigueur, leur adaptation ou leur fin, en tenant compte des aspects de la protection de la confiance, des intérêts des Etats-parties, des obligations conventionnelles de la République fédérale d'Allemagne, et des principes d'un ordre constitutionnel libéral, démocratique et fondé sur l'Etat de droit, ainsi qu'en respectant les compétences des Communautés européennes.
- (2) L'Allemagne unie fixera sa position sur la succession aux traités internationaux de la République démocratique allemande après consultation des partenaires respectifs au traité et des Communautés européennes, dans la mesure où les compétences de celles-ci sont concernées.
- (3) Si l'Allemagne unie envisage d'entrer dans des organisations internationales ou dans d'autres traités multilatéraux dont la République démocratique allemande est partie, mais non la République fédérale d'Allemagne, un accord sera établi avec les partenaires respectifs au traité et les Communautés européennes, dans la mesure où les compétences de celles-ci sont concernées.

Kapitel V

Öffentliche Verwaltung und Rechtspflege

Artikel 13

Übergang von Einrichtungen

- (1) Verwaltungsorgane und sonstige der öffentlichen Verwaltung oder Rechtspflege dienende Einrichtungen in dem in Artikel 3 genannten Gebiet unterstehen der Regierung des Landes, in dem sie örtlich gelegen sind. Einrichtungen mit länderübergreifendem Wirkungskreis gehen in die gemeinsame Trägerschaft der betroffenen Länder über. Soweit Einrichtungen aus mehreren Teileinrichtungen bestehen, die ihre Aufgaben selbständig erfüllen können, unterstehen die Teileinrichtungen jeweils der Regierung des Landes, in dem sich die Teileinrichtung befindet. Die Landesregierung regelt die Überführung oder Abwicklung. § 22 des Ländereinführungsgesetzes vom 22. Juli 1990 bleibt unberührt.
- (2) Soweit die in Absatz 1 Satz 1 genannten Einrichtungen oder Teileinrichtungen bis zum Wirksamwerden des Beitritts Aufgaben erfüllt haben, die nach der Kompetenzordnung des Grundgesetzes vom Bund wahrzunehmen sind, unterstehen sie den zuständigen obersten Bundesbehörden. Diese regeln die Überführung oder Abwicklung.
- 894 (3) Zu den Einrichtungen nach den Absätzen 1 und 2 gehören auch
1. Einrichtungen der Kultur, der Bildung und Wissenschaft sowie des Sports,
 2. Einrichtungen des Hörfunks und des Fernsehens, deren Rechtsträger die öffentliche Verwaltung ist.

Artikel 14

Gemeinsame Einrichtungen der Länder

- (1) Einrichtungen oder Teile von Einrichtungen, die bis zum Wirksamwerden des Beitritts Aufgaben erfüllt haben, die nach der Kompetenzordnung des Grundgesetzes von den Ländern wahrzunehmen sind, werden bis zur endgültigen Regelung durch die in Artikel 1 Abs. 1 genannten Länder als gemeinsame Einrichtungen der Länder weitergeführt. Dies gilt nur, soweit die übergangsweise Weiterführung für die Erfüllung der Aufgaben der Länder unerlässlich ist.
- (2) Die gemeinsamen Einrichtungen der Länder unterstehen bis zur Wahl der Ministerpräsidenten der Länder den Landesbevollmächtigten. Danach unterstehen sie den Ministerpräsidenten. Diese können die Aufsicht dem zuständigen Landesminister übertragen.

Chapitre V
Administration publique et administration de la justice

Article 13
Dévolution d'institutions

- (1) Les organes administratifs et autres institutions de l'administration publique ou de la justice dans le territoire mentionné à l'article 3, relèvent du gouvernement du Land dans lequel ils sont situés. Les institutions dont le champ d'application dépasse celui des Länder passent sous la responsabilité commune des Länder concernés. Dans la mesure où des institutions sont formées de plusieurs institutions partielles susceptibles d'accomplir leurs missions de manière autonome, les institutions partielles relèvent respectivement du gouvernement du Land dans lequel l'institution partielle est située. Le gouvernement du Land règle le transfert ou la liquidation. Le § 22 de la Loi du 22 juillet 1990 relative à l'introduction des Länder n'est pas affecté par ce qui précède.
- (2) Dans la mesure où des institutions ou institutions partielles mentionnées à l'alinéa 1er phrase 1, ont rempli jusqu'à la prise d'effet de l'adhésion des missions qui relèvent de la Fédération d'après l'organisation des compétences de la Loi fondamentale, elles relèvent des autorités administratives fédérales suprêmes. Ces dernières règlent le transfert ou la liquidation.
- [894] (3) Font également partie des institutions visées aux alinéas 1 et 2 :
 1. les institutions de la culture, de l'Education et des sciences, ainsi que celles des sports,
 2. les institutions de la radio et de la télévision relevant de l'administration publique.

Article 14
Institutions communes des Länder

- (1) Les institutions ou parties d'institutions qui ont rempli jusqu'à la prise d'effet de l'adhésion des missions qui relèvent des Länder d'après l'organisation des compétences de la Loi fondamentale seront maintenues en qualité d'institutions communes des Länder jusqu'au règlement définitif par les Länder mentionnés à l'article 1 al. 1. Ceci ne vaut que dans la mesure où ce maintien temporaire est indispensable à l'accomplissement des missions des Länder.
- (2) Jusqu'à l'élection des Ministres-présidents des Länder, les institutions communes relèvent des plénipotentiaires des Länder. Ils relèvent ensuite des Ministres-présidents. Ceux-ci peuvent déléguer le contrôle au Ministre compétent du Land.

Artikel 15

Übergangsregelungen für die Landesverwaltung

- (1) Die Landessprecher in den in Artikel 1 Abs. 1 genannten Ländern und die Regierungsbevollmächtigten in den Bezirken nehmen ihre bisherigen Aufgaben vom Wirksamwerden des Beitritts bis zur Wahl der Ministerpräsidenten in der Verantwortung der Bundesregierung wahr und unterstehen deren Weisungen. Die Landessprecher leiten als Landesbevollmächtigte die Verwaltung ihres Landes und haben ein Weisungsrecht gegenüber den Bezirksverwaltungsbehörden sowie bei übertragenen Aufgaben auch gegenüber den Gemeinden und Landkreisen. Soweit in den in Artikel 1 Abs. 1 genannten Ländern bis zum Wirksamwerden des Beitritts Landesbeauftragte bestellt worden sind, nehmen sie die in den Sätzen 1 und 2 genannten Aufgaben und Befugnisse des Landessprechers wahr.
- (2) Die anderen Länder und der Bund leisten Verwaltungshilfe beim Aufbau der Landesverwaltung.
- (3) Auf Ersuchen der Ministerpräsidenten der in Artikel 1 Abs. 1 genannten Länder leisten die anderen Länder und der Bund Verwaltungshilfe bei der Durchführung bestimmter Fachaufgaben, und zwar längstens bis zum 30. Juni 1991. Soweit Stellen und Angehörige der Länder und des Bundes Verwaltungshilfe bei der Durchführung von Fachaufgaben leisten, räumt der Ministerpräsident ihnen insoweit ein Weisungsrecht ein.
- (4) Soweit der Bund Verwaltungshilfe bei der Durchführung von Fachaufgaben leistet, stellt er auch die zur Durchführung der Fachaufgaben erforderlichen Haushaltsmittel zur Verfügung. Die eingesetzten Haushaltsmittel werden mit dem Anteil des jeweiligen Landes an den Leistungen des Fonds „Deutsche Einheit“ oder an der Einfuhr-Umsatzsteuer verrechnet.

Artikel 16

Übergangsvorschrift bis zur Bildung einer gesamtberliner Landesregierung

Bis zur Bildung einer gesamtberliner Landesregierung nimmt der Senat von Berlin gemeinsam mit dem Magistrat die Aufgaben der gesamtberliner Landesregierung wahr.

Article 15
Règles transitoires pour l'administration des Länder

- (1) Les porte-parole des Länder dans les Länder mentionnés à l'article 1er al. 1 et les plénipotentiaires gouvernementaux dans les districts exerceront leurs missions actuelles de la prise d'effet de l'adhésion jusqu'à l'élection des Ministres-présidents, sous la responsabilité du gouvernement fédéral et sont soumis aux instructions de celui-ci. Les porte-parole des Länder dirigeront l'administration de leur Land en qualité de plénipotentiaires du Land et disposeront d'un pouvoir d'instruction à l'égard des autorités des districts ainsi également, pour les compétences déconcentrées, qu'à l'égard des communes et arrondissements. Dans la mesure où des délégués du Land seront nommés avant la prise d'effet de l'adhésion dans les Länder mentionnés à l'article 1 al. 1, ils exerceront les compétences et pouvoirs des porte-parole des Länder mentionnés aux phrases 1 et 2.
- (2) Les autres Länder et la Fédération prêteront entraide administrative pour la constitution de l'administration des Länder.
- (3) A la demande des Ministres-présidents des Länder mentionnés à l'article 1 al. 1 et jusqu'au 30 juin 1991 au plus tard, les autres Länder et la Fédération prêteront entraide administrative pour l'exécution de certaines tâches techniques. Dans la mesure où des organes et des membres de la fonction publique des Länder et de la Fédération prêteront entraide administrative pour l'exécution de tâches techniques, le Ministre-président leur confiera le pouvoir d'instruction nécessaire.
- (4) Dans la mesure où la Fédération prêtera entraide administrative pour l'exécution de tâches techniques, elle fournira également les moyens budgétaires nécessaires. Les moyens budgétaires mis en oeuvre seront imputés sur la quote-part de chaque Land dans les prestations du Fonds "Unité de l'Allemagne" ou dans l'impôt sur le chiffre d'affaires à l'importation.

Article 16
Disposition transitoire jusqu'à la formation d'un gouvernement de Land pour l'ensemble de Berlin

Jusqu'à la formation d'un gouvernement de Land pour l'ensemble de Berlin, le Sénat de Berlin et le "Magistrat" assumeront les missions du gouvernement de Land pour l'ensemble de Berlin.

Artikel 17

Rehabilitierung

Die Vertragsparteien bekräftigen ihre Absicht, daß unverzüglich eine gesetzliche Grundlage dafür geschaffen wird, daß alle Personen rehabilitiert werden können, die Opfer einer politisch motivierten Strafverfolgungsmaßnahme oder sonst einer rechtsstaats- und verfassungswidrigen gerichtlichen Entscheidung geworden sind. Die Rehabilitierung dieser Opfer des SED-Unrechts-Regimes ist mit einer angemessenen Entschädigungsregelung zu verbinden.

Artikel 18

Fortgeltung gerichtlicher Entscheidungen

- (1) Vor dem Wirksamwerden des Beitritts ergangene Entscheidungen der Gerichte der Deutschen Demokratischen Republik bleiben wirksam und können nach Maßgabe des gemäß Artikel 8 in Kraft gesetzten oder des gemäß Artikel 9 fortgeltenden Rechts vollstreckt werden. Nach diesem Recht richtet sich auch eine Überprüfung der Vereinbarkeit von Entscheidungen und ihrer Vollstreckung mit rechtsstaatlichen Grundsätzen. Artikel 17 bleibt unberührt.
- (2) Den durch ein Strafgericht der Deutschen Demokratischen Republik Verurteilten wird durch diesen Vertrag nach Maßgabe der Anlage I ein eigenes Recht eingeräumt, eine gerichtliche Kassation rechtskräftiger Entscheidungen herbeizuführen.

895

Artikel 19

Fortgeltung von Entscheidungen der öffentlichen Verwaltung.

Vor dem Wirksamwerden des Beitritts ergangene Verwaltungsakte der Deutschen Demokratischen Republik bleiben wirksam. Sie können aufgehoben werden, wenn sie mit rechtsstaatlichen Grundsätzen oder mit den Regelungen dieses Vertrags unvereinbar sind. Im übrigen bleiben die Vorschriften über die Bestandskraft von Verwaltungsakten unberührt.

Artikel 20

Rechtsverhältnisse im öffentlichen Dienst

- (1) Für die Rechtsverhältnisse der Angehörigen des öffentlichen Dienstes zum Zeitpunkt des Beitritts gelten die in Anlage I vereinbarten Übergangsregelungen.

Article 17 **Réhabilitation**

Les parties contractantes confirment leur intention de créer sans retard le cadre législatif permettant de réhabiliter toutes les personnes qui ont été victimes d'une mesure de poursuite pénale à motif politique ou d'une autre décision juridictionnelle contraire à la constitution et à l'Etat de droit. La réhabilitation de ces victimes du régime de non-droit du parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) doit s'accompagner d'une réglementation appropriée de l'indemnisation.

Article 18 **Maintien de la validité des décisions de justice**

- (1) Les décisions de justice des tribunaux de la République démocratique allemande intervenues avant la prise d'effet de l'adhésion restent valides et peuvent être exécutées dans les conditions du droit mis en vigueur selon l'article 8 ou maintenu selon l'article 9. C'est également selon ce droit que sera procédé au contrôle de la compatibilité des décisions et de leur exécution avec les principes de l'Etat de droit. L'article 17 n'est pas affecté par ce qui précède.
- (2) Il sera accordé à ceux qui ont été condamnés par une juridiction pénale de la République démocratique allemande, de par le présent traité et dans les conditions de l'annexe I, un droit propre à provoquer cassation juridictionnelle de décisions définitives.

[895]

Article 19 **Maintien en vigueur des décisions de l'administration publique**

Les actes administratifs individuels de la République démocratique allemande émis avant la prise d'effet de l'adhésion restent en vigueur. Ils peuvent être annulés s'ils sont incompatibles avec les principes de l'Etat de droit ou avec les dispositions du présent traité. Pour le reste, les dispositions relatives à la force exécutoire des actes administratifs unilatéraux ne sont pas affectées par ce qui précède.

Article 20 **Situations juridiques dans la fonction publique**

- (1) Les dispositions transitoires convenues à l'annexe I sont applicables aux situations juridiques des membres de la fonction publique.

- (2) Die Wahrnehmung von öffentlichen Aufgaben (hoheitsrechtliche Befugnisse im Sinne von Artikel 33 Abs. 4 des Grundgesetzes) ist sobald wie möglich Beamten zu übertragen. Das Beamtenrecht wird nach Maßgabe der in Anlage I vereinbarten Regelungen eingeführt. Artikel 92 des Grundgesetzes bleibt unberührt.
- (3) Das Soldatenrecht wird nach Maßgabe der in Anlage I vereinbarten Regelungen eingeführt.

Kapitel VI

Öffentliches Vermögen und Schulden

Artikel 21

Verwaltungsvermögen

- (1) Das Vermögen der Deutschen Demokratischen Republik, das unmittelbar bestimmten Verwaltungsaufgaben dient (Verwaltungsvermögen), wird Bundesvermögen, sofern es nicht nach seiner Zweckbestimmung am 1. Oktober 1989 überwiegend für Verwaltungsaufgaben bestimmt war, die nach dem Grundgesetz von Ländern, Gemeinden (Gemeindeverbänden) oder sonstigen Trägern öffentlicher Verwaltung wahrzunehmen sind. Soweit Verwaltungsvermögen überwiegend für Aufgaben des ehemaligen Ministeriums für Staatssicherheit/des Amtes für Nationale Sicherheit genutzt wurde, steht es der Treuhandanstalt zu, es sei denn, daß es nach dem genannten Zeitpunkt bereits neuen sozialen oder öffentlichen Zwecken zugeführt worden ist.
- (2) Soweit Verwaltungsvermögen nicht Bundesvermögen gemäß Absatz 1 wird, steht es mit Wirksamwerden des Beitritts demjenigen Träger öffentlicher Verwaltung zu, der nach dem Grundgesetz für die Verwaltungsaufgabe zuständig ist.
- (3) Vermögenswerte, die dem Zentralstaat oder den Ländern und Gemeinden (Gemeindeverbänden) von einer anderen Körperschaft des öffentlichen Rechts unentgeltlich zur Verfügung gestellt worden sind, werden an diese Körperschaft oder ihre Rechtsnachfolgerin unentgeltlich zurückübertragen; früheres Reichsvermögen wird Bundesvermögen.
- (4) Soweit nach den Absätzen 1 bis 3 oder aufgrund eines Bundesgesetzes Verwaltungsvermögen Bundesvermögen wird, ist es für die Erfüllung öffentlicher Aufgaben in dem in Artikel 3 genannten Gebiet zu verwenden. Dies gilt auch für die Verwendung der Erlöse aus Veräußerungen von Vermögenswerten.

- (2) L'exercice de missions publiques (prérogatives de puissance publique au sens de l'article 33 al. 4 de la Loi fondamentale) doit être confié dès que possible à des fonctionnaires. Le droit applicable aux fonctionnaires sera introduit conformément aux dispositions convenues à l'annexe I. L'article 92 de la Loi fondamentale n'est pas affecté par ce qui précède.
- (3) Le droit applicable aux militaires sera introduit conformément aux dispositions convenues à l'annexe I.

Chapitre VI

Patrimoine public et dettes

Article 21

Patrimoine de l'administration

- (1) Le patrimoine de la République démocratique allemande directement affecté à des missions administratives définies (patrimoine de l'administration) deviendra patrimoine de la Fédération pour autant qu'il n'était pas affecté de manière prépondérante au 1er octobre 1989 à des tâches administratives qui doivent, selon la Loi fondamentale, être assumées par les Länder, les communes (ou groupements de communes) ou d'autres organes chargés d'administration publique. Dans la mesure où des biens de l'administration ont été utilisés de manière prépondérante pour des tâches de l'ancien ministère de la Sécurité d'Etat / Service de la Sûreté nationale, ils sont confiés à l'Agence fiduciaire, sauf si à la date mentionnée ils avaient déjà reçu de nouvelles affectations sociales ou publiques.
- (2) Dans la mesure où des biens de l'administration ne seront pas incorporés au patrimoine de la Fédération selon l'alinéa 1er, ils entreront à la prise d'effet de l'adhésion dans le patrimoine de celui des organes chargé d'administration publique auquel la Loi fondamentale donne compétence pour cette mission de l'administration.
- (3) Les éléments de patrimoine mis gratuitement par une autre collectivité de droit public à la disposition de l'Etat central ou des Länder et communes (ou groupements de communes) seront restitués gratuitement à cette collectivité ou à son ayant cause ; les anciens biens du Reich deviendront biens de la Fédération.
- (4) Dans la mesure où des biens de l'administration entreront dans le patrimoine de la Fédération selon les alinéas 1 à 3 ou par application d'une loi fédérale, ils devront être utilisés pour l'accomplissement de missions publiques dans le territoire mentionné à l'article 3. Il en va de même pour l'utilisation du produit de la vente de biens du patrimoine.

Artikel 22

Finanzvermögen

- 896 (1) Öffentliches Vermögen von Rechtsträgern in dem in Artikel 3 genannten Gebiet einschließlich des Grundvermögens und des Vermögens in der Land- und Forstwirtschaft, das nicht unmittelbar bestimmten Verwaltungsaufgaben dient (Finanzvermögen), ausgenommen Vermögen der Sozialversicherung, unterliegt, soweit es nicht der Treuhandanstalt übertragen ist, oder durch Gesetz gemäß § 1 Abs. 1 Sätze 2 und 3 des Treuhandgesetzes Gemeinden, Städten oder Landkreisen übertragen wird, mit Wirksamwerden des Beitritts der Treuhandverwaltung des Bundes. Soweit Finanzvermögen überwiegend für Aufgaben des ehemaligen Ministeriums für Staatssicherheit/ des Amtes für Nationale Sicherheit genutzt wurde, steht es der Treuhandanstalt zu, es sei denn, daß es nach dem 1. Oktober 1989 bereits neuen sozialen oder öffentlichen Zwecken zugeführt worden ist. Durch Bundesgesetz ist das Finanzvermögen auf den Bund und die in Artikel 1 genannten Länder so aufzuteilen, daß der Bund und die in Artikel 1 genannten Länder je die Hälfte des Vermögensgesamtwerts erhalten. An dem Länderanteil sind die Gemeinden (Gemeindeverbände) angemessen zu beteiligen. Vermögenswerte, die hiernach der Bund erhält, sind zur Erfüllung öffentlicher Aufgaben in dem in Artikel 3 genannten Gebiet zu verwenden. Die Verteilung des Länderanteils auf die einzelnen Länder soll grundsätzlich so erfolgen, daß das Verhältnis der Gesamtwerte der den einzelnen Ländern übertragenen Vermögensteile dem Verhältnis der Bevölkerungszahlen dieser Länder mit Wirksamwerden des Beitritts ohne Berücksichtigung der Einwohnerzahl von Berlin (West) entspricht. Artikel 21 Abs. 3 ist entsprechend anzuwenden.
- (2) Bis zu einer gesetzlichen Regelung wird das Finanzvermögen von den bisher zuständigen Behörden verwaltet, soweit nicht der Bundesminister der Finanzen die Übernahme der Verwaltung durch Behörden der Bundesvermögensverwaltung anordnet.
- (3) Die in den Absätzen 1 und 2 bezeichneten Gebietskörperschaften gewähren sich untereinander auf Verlangen Auskunft über und Einsicht in Grundbücher, Grundakten und sonstige Vorgänge, die Hinweise zu Vermögenswerten enthalten, deren rechtliche und tatsächliche Zuordnung zwischen den Gebietskörperschaften ungeklärt oder streitig ist.
- (4) Absatz 1 gilt nicht für das zur Wohnungsversorgung genutzte volkseigene Vermögen, das sich in Rechtsträgerschaft der volkseigenen Betriebe der Wohnungswirtschaft befindet. Gleiches gilt für volkseigenes Vermögen, für das bereits konkrete Ausführungsplanungen für Objekte der Wohnungsversorgung vorliegen. Dieses Vermögen geht mit Wirksamwerden des Beitritts mit gleichzeitiger Übernahme der

Article 22

Patrimoine financier

- (1) Avec la prise d'effet de l'adhésion, le patrimoine public des sujets de droit dans le territoire mentionné à l'article 3, y compris le patrimoine foncier et le patrimoine agricole et forestier qui n'est pas affecté directement à des missions administratives définies (patrimoine financier) et qui n'appartient pas au patrimoine de la sécurité sociale, est confié à l'administration fiduciaire de la Fédération, à moins qu'il n'ait été confié à l'Agence fiduciaire ou aux communes, villes et arrondissements par le § 1er al. 1er phrases 2 et 3 de la loi relative à l'administration fiduciaire. Dans la mesure où des éléments du patrimoine financier ont été utilisés de manière prépondérante pour des tâches de l'ancien ministère de la Sécurité d'Etat / Service de la Sûreté nationale, ils sont confiés à l'Agence fiduciaire, sauf si à la date du 1er octobre 1989 ils avaient déjà reçu de nouvelles affectations sociales ou publiques. Une loi fédérale répartira le patrimoine financier entre la Fédération et les Länder mentionnés à l'article 1er de manière telle que la Fédération et les Länder mentionnés à l'article 1er reçoivent chacun la moitié de la valeur totale du patrimoine. Les communes (ou groupements de communes) doivent participer de manière équitable à la part des Länder. Les éléments de patrimoine que reçoit ainsi la Fédération doivent être utilisés pour l'accomplissement de missions publiques dans le territoire mentionné à l'article 3. La répartition de la part des Länder entre chaque Land devra s'opérer de manière à ce que la proportion de la valeur du total des éléments du patrimoine transmis à chaque Land corresponde à la proportion du chiffre de population de chaque Land lors de la prise d'effet de l'adhésion, population de Berlin-ouest non comprise. L'article 21 al. 3 devra être appliqué par analogie.
- [896] (2) Jusqu'à l'intervention d'une réglementation législative, le patrimoine financier sera géré par les organes administratifs compétents jusque là, sauf décision du ministre fédéral des finances de transférer la gestion à des autorités de gestion du patrimoine fédéral.
- (3) Les collectivités territoriales désignées aux alinéas 1 et 2 se garantiront mutuellement sur demande, information et accès aux livres fonciers, dossiers immobiliers et autres dossiers contenant des indications sur les éléments du patrimoine dont l'affectation en droit ou en fait entre les différentes collectivités territoriales est obscure ou contestée.
- (4) L'alinéa 1er est inapplicable au patrimoine national utilisé pour la fourniture de logements, dont la charge est confiée aux entreprises nationales de gestion des logements. Il en est de même pour les biens nationaux pour lesquels il existe des plans concrets de réalisation d'immeubles destinés à la fourniture de logements. Avec la prise d'effet de l'adhésion, ces biens passeront en propriété des collectivités locales,

anteiligen Schulden in das Eigentum der Kommunen über. Die Kommunen überführen ihren Wohnungsbestand unter Berücksichtigung sozialer Belange schrittweise in eine marktwirtschaftliche Wohnungswirtschaft. Dabei soll die Privatisierung auch zur Förderung der Bildung individuellen Wohneigentums beschleunigt durchgeführt werden. Hinsichtlich des volkseigenen Wohnungsbestandes staatlicher Einrichtungen, soweit dieser nicht bereits unter Artikel 21 fällt, bleibt Absatz 1 unberührt.

Artikel 23 Schuldenregelung

- (1) Mit dem Wirksamwerden des Beitritts wird die bis zu diesem Zeitpunkt aufgelaufene Gesamtverschuldung des Republikhaushalts der Deutschen Demokratischen Republik von einem nicht rechtsfähigen Sondervermögen des Bundes übernommen, das die Schuldendienstverpflichtungen erfüllt. Das Sondervermögen wird ermächtigt, Kredite aufzunehmen
 1. zur Tilgung von Schulden des Sondervermögens,
 2. zur Deckung anfallender Zins- und Kreditbeschaffungskosten,
 3. zum Zwecke des Ankaufs von Schuldtiteln des Sondervermögens im Wege der Marktpflege.
- (2) Der Bundesminister der Finanzen verwaltet das Sondervermögen. Das Sondervermögen kann unter seinem Namen im rechtsgeschäftlichen Verkehr handeln, klagen und verklagt werden. Der allgemeine Gerichtsstand des Sondervermögens ist der Sitz der Bundesregierung. Der Bund haftet für die Verbindlichkeiten des Sondervermögens.
- (3) Vom Tage des Wirksamwerdens des Beitritts bis zum 31. Dezember 1993 erstatten der Bund und die Treuhandanstalt jeweils die Hälfte der vom Sondervermögen erbrachten Zinsleistungen. Die Erstattung erfolgt bis zum Ersten des Monats, der dem Monat folgt, in dem das Sondervermögen die in Satz 1 genannten Leistungen erbracht hat.
- (4) Mit Wirkung vom 1. Januar 1994 übernehmen der Bund und die in Artikel 1 genannten Länder und die Treuhandanstalt, die beim Sondervermögen zum 31. Dezember 1993 aufgelaufene Gesamtverschuldung nach Maßgabe des Artikels 27 Abs. 3 des Vertrags vom 18. Mai 1990 über die Schaffung einer Währungs-, Wirtschafts- und Sozialunion zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik. Die Verteilung der Schulden im einzelnen wird durch besonderes Gesetz gemäß Artikel 34 des Gesetzes vom 25. Juli 1990 zu dem Vertrag vom 18. Mai 1990 (BGBl. 1990 II S. 518) geregelt. Die Anteile der in Artikel 1 genannten Länder an dem von der Gesamtheit der in Artikel 1 genannten Länder zu übernehmenden Betrag werden

simultanément avec la prise en charge des dettes correspondantes. Les collectivités locales soumettront progressivement et en tenant compte des besoins sociaux, leur stock de logements à un système de gestion des logements conforme à l'économie de marché. La privatisation sera réalisée de manière accélérée afin de promouvoir également la propriété individuelle du logement. Pour ce qui concerne les logements en propriété nationale des institutions d'Etat, et dans la mesure où ceux-ci ne sont pas déjà concernés par l'article 21, l'alinéa 1er n'est pas affecté par ce qui précède.

Article 23 Réglementation relative aux dettes

- (1) Avec la prise d'effet de l'adhésion, l'ensemble de la dette accumulée jusqu'à cette date par le budget de l'Etat de la République démocratique allemande sera repris par un patrimoine de la Fédération ayant une affectation spéciale, sans personnalité juridique, qui assure les obligations du service de la dette. Le patrimoine spécial sera autorisé à souscrire des emprunts
 1. pour amortir les dettes du patrimoine spécial,
 2. pour couvrir les dépenses d'intérêts et de recours au crédit, et
 3. pour acheter des titres de dette du patrimoine spécial dans le cadre du soutien du marché.
- (2) Le Ministre fédéral des finances gère le patrimoine spécial. Le patrimoine spécial peut intervenir sous son nom dans le commerce juridique, porter plainte et être attaqué en justice. Le for du patrimoine spécial est celui du siège du gouvernement fédéral. La Fédération est tenue par les engagements du patrimoine spécial.
- (3) A compter de la prise d'effet de l'adhésion et jusqu'au 31 décembre 1993, la Fédération et l'Agence fiduciaire contribuent chacune pour moitié au remboursement des intérêts servis par le patrimoine spécial. Le remboursement intervient jusqu'au premier jour du mois suivant celui dans lequel le patrimoine spécial a fourni les prestations mentionnées à la phrase 1.
- (4) A compter du 1er janvier 1994, la Fédération, les Länder mentionnés à l'article 1 et l'Agence fiduciaire reprennent l'ensemble de la dette accumulée par le patrimoine spécial au 31 décembre 1993, dans les conditions de l'article 27 al. 3 du traité du 18 mai 1990 relatif à la constitution d'une union monétaire, économique et sociale entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande. Le détail de la répartition de la dette sera fixée par la loi conformément à l'article 34 de la loi du 25 juillet 1990 relative au traité du 18 mai 1990 (BGBl. 1990 II p. 518). La part de chacun des Länder mentionnés à l'article 1 dans le montant à prendre en charge par l'ensemble des Länder

im Verhältnis ihrer Einwohnerzahl zum Zeitpunkt des Wirksamwerdens des Beitritts ohne Berücksichtigung der Einwohnerzahl von Berlin (West) berechnet.

- (5) Das Sondervermögen wird mit Ablauf des Jahres 1993 aufgelöst.
- (6) Die Bundesrepublik Deutschland tritt mit Wirksamwerden des Beitritts in die von der Deutschen Demokratischen Republik zu Lasten des Staatshaushalts bis zur Einigung übernommenen Bürgschaften, Garantien und Gewährleistungen ein. Die in Artikel 1 Abs. 1 genannten Länder und das Land Berlin für den Teil, in dem das Grundgesetz bisher nicht galt, übernehmen für die auf die Bundesrepublik Deutschland übergegangenen Bürgschaften, Garantien und Gewährleistungen gesamtschuldnerisch eine Rückbürgschaft in Höhe von 50 vom Hundert. Die Schadensbeträge werden zwischen den Ländern im Verhältnis ihrer Einwohnerzahl zum Zeitpunkt des Wirksamwerdens des Beitritts ohne Berücksichtigung der Einwohnerzahl von Berlin (West) aufgeteilt.
- (7) Die Beteiligung der Deutschen Demokratischen Republik an der Staatsbank Berlin kann auf die in Artikel 1 genannten Länder übertragen werden. Bis zu einer Übertragung der Beteiligung nach Satz 1 oder einer Übertragung nach Satz 3 stehen die Rechte aus der Beteiligung der Deutschen Demokratischen Republik an der Staatsbank Berlin dem Bund zu. Die Vertragsparteien werden, unbeschadet einer kartellrechtlichen Prüfung, die Möglichkeit vorsehen, daß die Staatsbank Berlin ganz oder teilweise auf ein öffentlich-rechtliches Kreditinstitut in der Bundesrepublik Deutschland oder auf andere Rechtsträger übertragen wird. Werden nicht alle Gegenstände oder Verbindlichkeiten von einer Übertragung erfaßt, ist der verbleibende Teil der Staatsbank Berlin abzuwickeln. Der Bund tritt in die Verbindlichkeiten aus der Gewährträgerhaftung der Deutschen Demokratischen Republik für die Staatsbank Berlin ein. Dies gilt nicht für Verbindlichkeiten, die nach der Übertragung der Beteiligung nach Satz 1 oder nach einer Übertragung nach Satz 3 begründet werden. Satz 5 gilt für von der Staatsbank Berlin in Abwicklung begründete neue Verbindlichkeiten entsprechend. Wird der Bund aus der Gewährträgerhaftung in Anspruch genommen, wird die Belastung in die Gesamtverschuldung des Republikhaushalts einbezogen und mit Wirksamwerden des Beitritts in das nicht rechtsfähige Sondervermögen nach Absatz 1 übernommen.

897

Artikel 24

Abwicklung der Forderungen und Verbindlichkeiten gegenüber dem Ausland und der Bundesrepublik Deutschland

- (1) Die Abwicklung der beim Wirksamwerden des Beitritts noch bestehenden Forderungen und Verbindlichkeiten, soweit sie im Rahmen des Außenhandels- und Valutamonopols oder in Wahrnehmung anderer staatlicher Aufgaben der Deutschen Demokratischen Republik bis zum

mentionnés à l'article 1 sera fixée au prorata de leur chiffre de population lors de l'adhésion, population de Berlin-ouest non comprise.

- (5) Le patrimoine spécial sera dissous à l'expiration de l'année 1993.
- (6) Avec la prise d'effet de l'adhésion, la République fédérale d'Allemagne est substituée à la République démocratique allemande dans toutes les cautions et garanties à la charge du budget de l'Etat. Les Länder mentionnés à l'article 1 al.1 et le Land de Berlin pour sa partie dans laquelle la Loi fondamentale ne s'appliquait pas jusque là, assument solidairement, à concurrence de 50 %, l'arrière-caution de l'ensemble des cautions et garanties passées à la République fédérale d'Allemagne. Le montant des indemnités sera réparti entre les Länder au prorata de leur chiffre de population lors de l'adhésion, population de Berlin-ouest non comprise.
- (7) La participation de la République démocratique allemande à la Staatsbank Berlin peut être transférée aux Länder mentionnés à l'article 1. Jusqu'au transfert de participation suivant la phrase 2 où jusqu'à un transfert suivant la phrase 3, les droits découlant de la participation de la République démocratique allemande à la Staatsbank Berlin appartiennent à la Fédération. Sans préjudice du contrôle selon le droit des ententes, les parties au traité prévoieront la possibilité de transférer tout ou partie de la Staatsbank Berlin à un institut de crédit organisé selon le droit public en République fédérale d'Allemagne ou à un autre sujet de droit. Si le transfert ne concerne pas l'intégralité des biens et obligations, la part restante de la Staatsbank Berlin devra être liquidée. La Fédération est substituée à la République démocratique allemande pour les obligations découlant de la responsabilité en garantie pour la Staatsbank Berlin. Ceci ne vaut pas pour les obligations fondées postérieurement au transfert de participation suivant la phrase 1 ou à un transfert selon la phrase 3. La phrase 5 est applicable par analogie pour les obligations nouvelles nées de la liquidation de la Staatsbank Berlin. Si la Fédération est appelée à exercer sa responsabilité en garantie, la charge sera intégrée dans l'ensemble de la dette du budget de la République et prise en charge à compter de la prise d'effet de l'adhésion par le patrimoine spécial, sans personnalité juridique, prévu à l'alinéa 1er.

[897]

Article 24 **Liquidation des créances et obligations** **envers l'étranger et la République fédérale d'Allemagne**

- (1) La liquidation des créances et obligations subsistant encore lors de la prise d'effet de l'adhésion, dans la mesure où elles sont fondées antérieurement au 1er juillet 1990, à l'égard de l'étranger et de la République fédérale d'Allemagne, dans le cadre du monopole de commerce extérieur et des devises ou dans l'exercice d'autres missions publiques de la République

1. Juli 1990 gegenüber dem Ausland und der Bundesrepublik Deutschland begründet worden sind, erfolgt auf Weisung und unter Aufsicht des Bundesministers der Finanzen. In Umschuldungsvereinbarungen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland, die nach Wirksamwerden des Beitritts getroffen werden, sind auch die in Satz 1 genannten Forderungen einzubeziehen. Die betroffenen Forderungen werden durch den Bundesminister der Finanzen treuhänderisch verwaltet oder auf den Bund übertragen, soweit die Forderungen wertberichtigt werden.
- (2) Das Sondervermögen gemäß Artikel 23 Abs. 1 übernimmt bis zum 30. November 1993 gegenüber den mit der Abwicklung beauftragten Instituten die notwendigen Verwaltungsaufwendungen, die Zinskosten, die durch eine Differenz der Zinsaufwendungen und Zinserlöse entstehen, sowie die sonstigen Verluste, die den Instituten während der Abwicklungszeit entstehen, soweit sie durch eigene Mittel nicht ausgeglichen werden können. Nach dem 30. November 1993 übernehmen der Bund und die Treuhandanstalt die in Satz 1 genannten Aufwendungen, Kosten und den Verlustausgleich je zur Hälfte. Das Nähere wird durch Bundesgesetz geregelt.
- (3) Forderungen und Verbindlichkeiten, die auf die Mitgliedschaft der Deutschen Demokratischen Republik oder ihrer Einrichtungen im Rat für Gegenseitige Wirtschaftshilfe zurückgehen, können Gegenstand gesonderter Regelungen der Bundesrepublik Deutschland sein. Diese Regelungen können auch Forderungen und Verbindlichkeiten betreffen, die nach dem 30. Juni 1990 entstehen oder entstanden sind.

Artikel 25

Treuhandvermögen

Das Gesetz zur Privatisierung und Reorganisation des volkseigenen Vermögens – Treuhandgesetz – vom 17. Juni 1990 (GBl. I Nr. 33 S. 300) gilt mit Wirksamwerden des Beitritts mit folgender Maßgabe fort:

- (1) Die Treuhandanstalt ist auch künftig damit beauftrag, gemäß den Bestimmungen des Treuhandgesetzes die früheren volkseigenen Betriebe wettbewerbsfähig zu strukturieren und zu privatisieren. Sie wird rechtsfähige bundesunmittelbare Anstalt des öffentlichen Rechts. Die Fach- und Rechtsaufsicht obliegt dem Bundesminister der Finanzen, der die Fachaufsicht im Einvernehmen mit dem Bundesminister für Wirtschaft und dem jeweils zuständigen Bundesminister wahrnimmt. Beteiligungen der Treuhandanstalt sind mittelbare Beteiligungen des Bundes. Änderungen der Satzung bedürfen der Zustimmung der Bundesregierung.

démocratique allemande, intervient selon les instructions et sous le contrôle du Ministre fédéral des finances. Les créances mentionnées à la phrase 1 devront être intégrées dans les conventions de conversion de dettes de la République fédérale d'Allemagne conclues postérieurement à la prise d'effet de l'adhésion. Les créances concernées seront gérées fiduciairement par le Ministre fédéral des finances ou transférées à la Fédération dans la mesure où leur valeur aura été réévaluée.

- (2) Le patrimoine spécial prévu à l'article 23 al. 1 prend en charge jusqu'au 30 novembre 1993 les dépenses indispensables de gestion, les coûts d'intérêts et la différence entre les dépenses et les produits des intérêts exposés par les institutions chargées de la liquidation, ainsi que les autres pertes provoquées à ces institutions pendant la période de liquidation, dans la mesure où celles-ci ne peuvent les couvrir par leurs moyens propres. Après le 30 novembre 1990, la Fédération et l'Agence fiduciaire prennent en charge les dépenses mentionnées à la phrase 1, les coûts et compensations de perte étant répartis par moitié. Les modalités seront réglées par une loi fédérale.
- (3) Les créances et obligations qui ont leur origine dans l'appartenance de la République démocratique allemande ou de ses organes au COMECON peuvent faire l'objet de réglementations particulières de la République fédérale d'Allemagne. Ces réglementations peuvent également concerner des créances et obligations nées ou apparues postérieurement au 30 juin 1990.

Article 25

Patrimoine en gestion fiduciaire

La loi relative à la privatisation et à la réorganisation du capital appartenant au peuple - loi relative à l'administration fiduciaire - du 17 juin 1990 (GBI. I n° 33 p. 300) continue à s'appliquer dans les conditions suivantes avec la prise d'effet de l'adhésion :

- (1) L'Agence fiduciaire continuera à être chargée de privatiser et structurer concurrentiellement les anciennes entreprises en propriété populaire, conformément aux dispositions de la loi relative à l'administration fiduciaire. L'Agence deviendra établissement fédéral de droit public, doté de la personnalité juridique. Le contrôle administratif et le contrôle de légalité incombent au Ministre fédéral des finances, qui assure le contrôle administratif de concert avec le Ministre fédéral de l'économie et chaque Ministre fédéral compétent. Les participations de l'Agence fiduciaire sont des participations indirectes de la Fédération. Les modifications des statuts de l'Agence doivent être approuvées par le gouvernement fédéral.

- (2) Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrats der Treuhandanstalt wird von 16 auf 20, für den ersten Verwaltungsrat auf 23, erhöht. Anstelle der beiden aus der Mitte der Volkskammer gewählten Vertreter erhalten die in Artikel 1 genannten Länder im Verwaltungsrat der Treuhandanstalt je einen Sitz. Abweichend von § 4 Abs. 2 des Treuhandgesetzes werden der Vorsitzende und die übrigen Mitglieder des Verwaltungsrats von der Bundesregierung berufen.
- (3) Die Vertragsparteien bekräftigen, daß das volkseigene Vermögen ausschließlich und allein zugunsten von Maßnahmen in dem in Artikel 3 genannten Gebiet unabhängig von der haushaltsmäßigen Trägerschaft verwendet wird. Entsprechend sind Erlöse der Treuhandanstalt gemäß Artikel 26 Abs. 4 und Artikel 27 Abs. 3 des Vertrags vom 18. Mai 1990 zu verwenden. Im Rahmen der Strukturanpassung der Landwirtschaft können Erlöse der Treuhandanstalt im Einzelfall auch für Entschuldungsmaßnahmen zu Gunsten von landwirtschaftlichen Unternehmen verwendet werden. Zuvor sind deren eigene Vermögenswerte einzusetzen. Schulden, die ausgliedernden Betriebsteilen zuzuordnen sind, bleiben unberücksichtigt. Hilfe zur Entschuldung kann auch mit der Maßgabe gewährt werden, daß die Unternehmen die gewährten Leistungen im Rahmen ihrer wirtschaftlichen Möglichkeiten ganz oder teilweise zurückerstatten.
- (4) Die der Treuhandanstalt durch Artikel 27 Abs. 1 des Vertrags vom 18. Mai 1990 eingeräumte Ermächtigung zur Aufnahme von Krediten wird von insgesamt bis zu 17 Milliarden Deutsche Mark auf bis zu 25 Milliarden Deutsche Mark erhöht. Die vorgenannten Kredite sollen in der Regel bis zum 31. Dezember 1995 zurückgeführt werden. Der Bundesminister der Finanzen kann eine Verlängerung der Laufzeiten und bei grundlegend veränderten Bedingungen eine Überschreitung der Kreditobergrenzen zulassen.
- (5) Die Treuhandanstalt wird ermächtigt, im Einvernehmen mit dem Bundesminister der Finanzen Bürgschaften, Garantien und sonstige Gewährleistungen zu übernehmen.
- (6) Nach Maßgabe des Artikels 10 Abs. 6 des Vertrags vom 18. Mai 1990 sind Möglichkeiten vorzusehen, daß den Sparern zu einem späteren Zeitpunkt für den bei der Umstellung 2: 1 reduzierten Betrag ein verbrieftes Anteilrecht am volkseigenen Vermögen eingeräumt werden kann.
- (7) Bis zur Feststellung der DM-Eröffnungsbilanz sind die Zins- und Tilgungsleistungen auf Kredite, die vor dem 30. Juni 1990 aufgenommen wurden, auszusetzen. Die anfallenden Zinszahlungen sind der Deutschen Kreditbank AG und den anderen Banken durch die Treuhandanstalt zu erstatten.

Artikel 26

Sondervermögen Deutsche Reichsbahn

- (1) Das Eigentum und alle sonstigen Vermögensrechte der Deutschen Demokratischen Republik sowie das Reichsvermögen in Berlin (West),

- (2) Le nombre des membres du Conseil d'administration de l'Agence fiduciaire sera porté de 16 à 20, à 23 pour le premier Conseil d'administration. Aux lieu et place des deux représentants élus par la chambre du peuple, les Länder mentionnés à l'article 1 reçoivent chacun un siège dans le Conseil d'administration de l'Agence. Par dérogation au § 4 al. 2 de la loi relative à l'administration fiduciaire, le président et les autres membres du Conseil d'administration sont nommés par le gouvernement fédéral.
- (3) Les parties contractantes confirment que le patrimoine en propriété populaire sera utilisé exclusivement et uniquement au profit de mesures dans le territoire mentionné à l'article 3, indépendamment de son rattachement budgétaire. Il en sera de même pour les produits de l'Agence fiduciaire selon les articles 26 al. 4 et 27 al. 3 du traité du 18 mai 1990. Dans le cadre de l'adaptation des structures agricoles, les produits de l'Agence fiduciaire pourront dans des cas particuliers être également utilisés pour des mesures de désendettement au bénéfice d'entreprises agricoles. Il devra être auparavant fait appel à leurs actifs propres. Il ne sera pas tenu compte des dettes correspondant à des portions d'entreprises destinées à en être détachées. L'aide au désendettement peut également être attribuée sous la condition que les entreprises remboursent tout ou partie des prestations, dans le cadre de leurs capacités économiques.
- (4) L'autorisation de recourir à l'emprunt, donnée à l'Agence fiduciaire par l'article 27 al. 1 du traité du 18 mai 1990, sera portée de 17 à 25 milliards de DM. Les emprunts sus-mentionnés doivent être remboursés en principe avant le 31 décembre 1995. Le Ministre fédéral des finances peut autoriser une prolongation de la durée du crédit et un dépassement du plafond en cas de changement radical des conditions.
- (5) L'Agence fiduciaire sera habilitée à accorder des cautionnements, garanties et autres sûretés, avec l'accord du Ministre fédéral des finances.
- (6) Des possibilités devront être données aux épargnants, dans les conditions de l'article 10 al. 6 du traité du 18 mai 1990, pour acquérir à une date ultérieure des parts du patrimoine en propriété populaire pour le montant réduit lors de la conversion 2 : 1.
- (7) Jusqu'à la fixation du bilan d'ouverture en DM, les prestations d'intérêts et d'amortissements des emprunts contractés avant le 30 juin 1990 seront suspendues. Les paiements d'intérêts échus seront remboursés par l'Agence fiduciaire à la Deutsche Kreditbank AG et aux autres banques.

[898]

Article 26 Patrimoine spécial "Deutsche Reichsbahn"

- (1) La propriété et tous les autres droits patrimoniaux de la République démocratique allemande ainsi que le patrimoine du Reich à Berlin-ouest,

die zum Sondervermögen Deutsche Reichsbahn im Sinne des Artikels 26 Abs. 2 des Vertrags vom 18. Mai 1990 gehören, sind mit Wirksamwerden des Beitritts als Sondervermögen Deutsche Reichsbahn Vermögen der Bundesrepublik Deutschland. Dazu gehören auch alle Vermögensrechte, die nach dem 8. Mai 1945 entweder mit Mitteln des Sondervermögens Deutsche Reichsbahn erworben oder die ihrem Betrieb oder dem ihrer Vorgängerverwaltungen gewidmet worden sind, ohne Rücksicht darauf, für welchen Rechtsträger sie erworben wurden, es sei denn, sie sind in der Folgezeit mit Zustimmung der Deutschen Reichsbahn einem anderen Zweck gewidmet worden. Vermögensrechte, die von der Deutschen Reichsbahn bis zum 31. Januar 1991 in entsprechender Anwendung des § 1 Abs. 4 der Verordnung über die Anmeldung vermögensrechtlicher Ansprüche vom 11. Juli 1990 (GBl. I Nr. 44 S. 718) benannt werden, gelten nicht als Vermögen, das mit Zustimmung der Deutschen Reichsbahn einem anderen Zweck gewidmet wurde.

- (2) Mit den Vermögensrechten gehen gleichzeitig die mit ihnen im Zusammenhang stehenden Verbindlichkeiten und Forderungen auf das Sondervermögen Deutsche Reichsbahn über.
- (3) Der Vorsitz der Vorstände der Deutschen Bundesbahn und der Vorsitz der Vorstände der Deutschen Reichsbahn sind für die Koordinierung der beiden Sondervermögen verantwortlich. Dabei haben sie auf das Ziel hinzuwirken, die beiden Bahnen technisch und organisatorisch zusammenzuführen.

Artikel 27

Sondervermögen Deutsche Post

- (1) Das Eigentum und alle sonstigen Vermögensrechte, die zum Sondervermögen Deutsche Post gehören, werden Vermögen der Bundesrepublik Deutschland. Sie werden mit dem Sondervermögen Deutsche Bundespost vereinigt. Dabei gehen mit den Vermögensrechten gleichzeitig die mit ihnen im Zusammenhang stehenden Verbindlichkeiten und Forderungen auf das Sondervermögen Deutsche Bundespost über. Das den hoheitlichen und politischen Zwecken dienende Vermögen wird mit den entsprechenden Verbindlichkeiten und Forderungen nicht Bestandteil des Sondervermögens Deutsche Bundespost. Zum Sondervermögen Deutsche Post gehören auch alle Vermögensrechte, die am 8. Mai 1945 zum Sondervermögen Deutsche Reichspost gehörten oder die nach dem 8. Mai 1945 entweder mit Mitteln des früheren Sondervermögens Deutsche Reichspost erworben oder dem Betrieb der Deutschen Post gewidmet worden sind, ohne Rücksicht darauf, für welchen Rechtsträger sie erworben wurden, es sei denn, sie sind in der Folgezeit mit Zustimmung der Deutschen Post einem anderen Zweck gewidmet worden. Vermögensrechte, die von der Deutschen Post bis zum 31. Januar 1991 in entsprechender Anwendung des § 1 Abs. 4 der Verordnung über die Anmeldung vermögensrechtlicher Ansprüche vom 11. Juli 1990 benannt werden, gelten nicht als Vermögen, das mit

qui forment le patrimoine spécial "Deutsche Reichsbahn" au sens de l'article 26 al. 2 du traité du 18 mai 1990, entrent à compter de la prise d'effet de l'adhésion dans le patrimoine de la République fédérale d'Allemagne sous l'appellation de patrimoine spécial "Deutsche Reichsbahn". Font également partie de ce patrimoine tous les droits patrimoniaux qui ont été, soit acquis postérieurement au 8 mai 1945 avec les moyens du patrimoine spécial "Deutsche Reichsbahn", soit affectés à son activité ou à celles des administrations qui l'ont précédé, quel que soit le sujet de droit pour le compte duquel ils ont été acquis, sauf affectation ultérieure à un autre objet avec l'accord de la Deutsche Reichsbahn. Les droits patrimoniaux qui auront été désignés par la Deutsche Reichsbahn jusqu'au 31 janvier 1991 par application analogique du § 1er al. 4 du règlement du 11 juillet 1990 (GBI. I n° 44 p. 718) relatif à la déclaration de revendications patrimoniales ne sont pas considérés comme des biens ayant été affectés à un autre objet avec l'accord de la Deutsche Reichsbahn.

- (2) En même temps que les droits patrimoniaux, les créances et obligations qui leur sont liées passent dans le patrimoine spécial "Deutsche Reichsbahn".
- (3) Le président du directoire de la Deutsche Bundesbahn et le président du directoire de la Deutsche Reichsbahn sont responsables de la coordination des deux patrimoines spéciaux. Ils doivent ce faisant se donner pour objectif la fusion des deux chemins de fer, sur le plan technique et celui de l'organisation.

Article 27

Patrimoine spécial "Deutsche Post"

- (1) La propriété et tous les autres droits patrimoniaux qui forment le patrimoine spécial "Deutsche Post" entreront dans le patrimoine de la République fédérale d'Allemagne. Ils seront fusionnés avec le patrimoine spécial "Deutsche Bundespost". Les biens au service d'objectifs politiques et de souveraineté et les créances et obligations qui leur sont liées n'entreront pas dans le patrimoine spécial "Deutsche Bundespost". Font également partie du patrimoine "Deutsche Post" tous les droits patrimoniaux qui appartenaient au 8 mai 1945 au patrimoine spécial "Deutsche Reichspost", ou qui ont été postérieurement au 8 mai 1945 soit acquis avec des moyens de l'ancien patrimoine spécial "Deutsche Reichspost", soit affectés à l'usage de la Deutsche Post, quel que soit le sujet de droit pour le compte duquel ils ont été acquis, sauf affectation ultérieure à un autre objet avec l'accord de la Deutsche Post. Les droits patrimoniaux qui auront été désignés par la Deutsche Post jusqu'au 31 janvier 1991 par application analogique du § 1er al. 4 du règlement du 11 juillet 1990 relatif à la déclaration de revendications patrimoniales ne

Zustimmung der Deutschen Post einem anderen Zweck gewidmet wurde.

- (2) Der Bundesminister für Post und Telekommunikation regelt nach Anhörung der Unternehmen der Deutschen Bundespost abschließend die Aufteilung des Sondervermögens Deutsche Post in die Teilsondervermögen der drei Unternehmen. Der Bundesminister für Post und Telekommunikation legt nach Anhörung der drei Unternehmen der Deutschen Bundespost innerhalb einer Übergangszeit von drei Jahren fest, welche Vermögensgegenstände den hoheitlichen und politischen Zwecken dienen. Er übernimmt diese ohne Wertausgleich.

Artikel 23

Wirtschaftsförderung

- (1) Mit Wirksamwerden des Beitritts wird das in Artikel 3 genannte Gebiet in die im Bundesgebiet bestehenden Regelungen des Bundes zur Wirtschaftsförderung unter Berücksichtigung der Zuständigkeiten der Europäischen Gemeinschaften einbezogen. Während einer Übergangszeit werden dabei die besonderen Bedürfnisse der Strukturanpassung berücksichtigt. Damit wird ein wichtiger Beitrag zu einer möglichst raschen Entwicklung einer ausgewogenen Wirtschaftsstruktur unter besonderer Berücksichtigung des Mittelstands geleistet.
- (2) Die zuständigen Ressorts bereiten konkrete Maßnahmenprogramme zur Beschleunigung des wirtschaftlichen Wachstums und des Strukturwandels in dem in Artikel 3 genannten Gebiet vor. Die Programme erstrecken sich auf folgende Bereiche:
- Maßnahmen der regionalen Wirtschaftsförderung unter Schaffung eines besonderen Programms zugunsten des in Artikel 3 genannten Gebiets; dabei wird ein Präferenzvorsprung zugunsten dieses Gebiets sichergestellt;
 - Maßnahmen zur Verbesserung der wirtschaftlichen Rahmenbedingungen in den Gemeinden mit besonderem Schwerpunkt in der wirtschaftsnahen Infrastruktur;
 - Maßnahmen zur raschen Entwicklung des Mittelstandes;
 - Maßnahmen zur verstärkten Modernisierung und strukturellen Neuordnung der Wirtschaft auf der Grundlage von in Eigenverantwortung der Industrie erstellten Restrukturierungskonzepten (zum Beispiel Sanierungsprogramme, auch für RGW-Exportproduktion);
 - Entschuldung von Unternehmen nach Einzelfallprüfung.

sont pas considérés comme des biens ayant été affectés à un autre objet avec l'accord de la Deutsche Post.

- (2) Après audition des entreprises de la Deutsche Bundespost, le Ministre fédéral des postes et télécommunications règlera définitivement la répartition du patrimoine spécial "Deutsche Post" entre les trois sous-patrimoines des trois entreprises. Après audition des trois entreprises de la Deutsche Bundespost, le Ministre fédéral des postes et télécommunications fixera dans un délai de trois ans quels sont les biens patrimoniaux au service d'objectifs politiques et de souveraineté. Il les reprend sans compensation de valeur.

Article 28

Promotion de l'économie

- (1) Avec la prise d'effet de l'adhésion, le territoire mentionné à l'article 3 sera inclus dans les réglementations fédérales de promotion de l'économie applicables sur le territoire fédéral, dans le respect des compétences des Communautés européennes. Ce faisant, les besoins particuliers de l'adaptation des structures seront respectés pendant une période de transition. Ainsi sera fournie une contribution importante au développement si possible rapide d'une structure économique équilibrée tenant particulièrement compte des petites et moyennes entreprises.
- (2) Les départements ministériels concernés préparent des programmes de mesures concrètes afin d'accélérer la croissance économique et la mutation des structures dans le territoire mentionné à l'article 3. Les programmes couvrent les domaines suivants :
- mesures de promotion du développement économique des régions avec établissement d'un programme particulier au bénéfice du territoire mentionné à l'article 3 ; une préférence prioritaire au bénéfice de ce territoire sera ainsi garantie ;
 - mesures d'amélioration des conditions-cadres de l'économie dans les communes, avec un accent particulier sur les infrastructures proches de l'activité économique ;
 - mesures de développement rapide des petites et moyennes entreprises ;
 - mesures de modernisation renforcée et de réorganisation structurelle de l'économie sur le fondement de concepts de restructuration développés sous la responsabilité propre de l'industrie (par exemple, programmes d'assainissement, également pour la production en vue de l'exportation dans le COMECON) ;
 - désendettement des entreprises après examen cas par cas.

Artikel 29

Außenwirtschaftsbeziehungen

- (1) Die gewachsenen außenwirtschaftlichen Beziehungen der Deutschen Demokratischen Republik, insbesondere die bestehenden vertraglichen Verpflichtungen gegenüber den Ländern des Rates für Gegenseitige Wirtschaftshilfe, genießen Vertrauensschutz. Sie werden unter Berücksichtigung der Interessen aller Beteiligten und unter Beachtung marktwirtschaftlicher Grundsätze sowie der Zuständigkeiten der Europäischen Gemeinschaften fortentwickelt und ausgebaut. Die gesamtdeutsche Regierung wird dafür Sorge tragen, daß diese Beziehungen im Rahmen der fachlichen Zuständigkeit organisatorisch angemessen geregelt werden.
- (2) Die Bundesregierung beziehungsweise die gesamtdeutsche Regierung wird sich mit den zuständigen Organen der Europäischen Gemeinschaften darüber abstimmen, welche Ausnahmeregelungen für eine Übergangszeit auf dem Gebiet des Außenhandels im Hinblick auf Absatz 1 erforderlich sind.

Kapitel VII

Arbeit, Soziales, Familie, Frauen, Gesundheitswesen und Umweltschutz

Artikel 30

Arbeit und Soziales

- (1) Es ist Aufgabe des gesamtdeutschen Gesetzgebers,
 1. das Arbeitsvertragsrecht sowie das öffentlich-rechtliche Arbeitszeitrecht einschließlich der Zulässigkeit von Sonn- und Feiertagsarbeit und den besonderen Frauenarbeitsschutz möglichst bald einheitlich neu zu kodifizieren,
 2. den öffentlich-rechtlichen Arbeitsschutz in Übereinstimmung mit dem Recht der Europäischen Gemeinschaften und dem damit konformen Teil des Arbeitsschutzrechts der Deutschen Demokratischen Republik zeitgemäß neu zu regeln.
- (2) Arbeitnehmer können in dem in Artikel 3 genannten Gebiet ein Altersübergangsgeld nach Vollendung des 57. Lebensjahres für die Dauer von drei Jahren, längstens bis zum frühestmöglichen Bezug einer Altersrente aus der gesetzlichen Rentenversicherung erhalten. Die Höhe des Altersübergangsgeldes beträgt 65 vom Hundert des letzten durchschnittlichen Nettoarbeitsentgelts; für Arbeitnehmer, deren Anspruch bis zum 1. April 1991 entsteht, wird das Altersübergangsgeld für die ersten 312 Tage um einen Zuschlag von 5 Prozentpunkten erhöht. Das Altersübergangsgeld gewährt die Bundesanstalt für Arbeit

Article 29

Relations économiques internationales

- (1) Les relations économiques internationales traditionnelles de la République démocratique allemande et notamment les obligations, fondées dans les traités en vigueur, à l'égard des pays du COMECON, jouissent d'une confiance à protéger. Elles seront développées et étendues dans le respect des intérêts de tous les participants et suivant les principes de l'économie de marché ainsi que dans le respect des compétences des Communautés européennes. Le gouvernement de l'Allemagne toute entière veillera à ce que la réglementation de ces relations les organise de manière adéquate dans le cadre des compétences particulières.
- (2) Le gouvernement fédéral ou le gouvernement de l'Allemagne toute entière s'accordera avec les organes compétents des Communautés européennes sur les dérogations que la perspective de l'alinéa 1er rend nécessaire pendant une période transitoire dans le domaine du commerce extérieur.

Chapitre VII

Travail, prestations sociales, famille, femmes, santé et protection de l'environnement

Article 30

Travail et prestations sociales

- (1) Il incombe au législateur de l'Allemagne toute entière,
 1. de codifier le plus rapidement possible de manière uniforme la réglementation de droit privé sur les contrats de travail, la réglementation de droit public sur la durée du travail y compris la possibilité du travail le dimanche et les jours fériés ainsi que la protection particulière de la femme au travail,
 2. d'actualiser la réglementation de droit public sur la protection du travail en conformité avec le droit des Communautés européennes et la partie conforme à celui-ci du droit de la République démocratique allemande en matière de protection du travail.
- (2) Dans le territoire mentionné à l'article 3, les travailleurs salariés pourront recevoir une allocation de transition-vieillesse à l'issue de leur 57^{ème} année, pour une durée de trois ans, au plus tard jusqu'au premier versement d'une pension de vieillesse du système légal de retraite. Le montant de l'allocation de transition-vieillesse s'élève à 65 % du dernier salaire net moyen ; pour les travailleurs salariés dont le droit sera ouvert avant le 1er avril 1991, l'allocation de transition-vieillesse sera majorée de 5 % pour les premiers 312 jours. L'allocation de transition-vieillesse est versée par l'Office fédéral du travail sur le modèle des réglementations

in Anlehnung an die Regelungen des Arbeitslosengeldes, insbesondere der Regelung des § 105 c des Arbeitsförderungsgesetzes. Die Bundesanstalt für Arbeit kann einen Antrag ablehnen, wenn feststeht, daß in der Region für die bisherige berufliche Tätigkeit des Antragstellers ein deutlicher Mangel an Arbeitskräften besteht. Das Altersübergangsgeld wird vom Bund erstattet, soweit es die Dauer des Anspruchs auf Arbeitslosengeld übersteigt. Die Altersübergangsgeldregelung findet für neu entstehende Ansprüche bis zum 31. Dezember 1991 Anwendung. Der Geltungszeitraum kann um ein Jahr verlängert werden. In der Zeit vom Wirksamwerden des Vertrags bis zum 31. Dezember 1990 können Frauen Altersübergangsgeld nach Vollendung des 55. Lebensjahres für längstens fünf Jahre erhalten.

- (3) Der in dem in Artikel 3 genannten Gebiet in Verbindung mit dem Vertrag vom 18. Mai 1990 eingeführte Sozialzuschlag zu Leistungen der Renten-, Unfall- und Arbeitslosenversicherung wird auf Neuzugänge bis 31. Dezember 1991 begrenzt. Die Leistung wird längstens bis zum 30. Juni 1995 gezahlt.

- (4) Die Übertragung von Aufgaben der Sozialversicherung auf die einzelnen Träger hat so zu erfolgen, daß die Erbringung der Leistungen und deren Finanzierung sowie die personelle Wahrnehmung der Aufgaben gewährleistet wird. Die Vermögensaufteilung (Aktiva und Passiva) auf die einzelnen Träger der Sozialversicherung wird endgültig durch Gesetz festgelegt.

- (5) Die Einzelheiten der Überleitung des Sechsten Buches Sozialgesetzbuch (Rentenversicherung) und der Vorschriften des Dritten Buches der Reichsversicherungsordnung (Unfallversicherung) werden in einem Bundesgesetz geregelt. Für Personen, deren Rente aus der gesetzlichen Rentenversicherung in der Zeit vom 1. Januar 1992 bis 30. Juni 1995 beginnt, wird

1. eine Rente grundsätzlich mindestens in der Höhe des Betrags geleistet, der sich am 30. Juni 1990 nach dem bis dahin geltenden Rentenrecht in dem in Artikel 3 genannten Gebiet ohne Berücksichtigung von Leistungen aus Zusatz- oder Sondersversorgungssystemen ergeben hätte,

900

2. eine Rente auch dann bewilligt, wenn am 30. Juni 1990 nach dem bis dahin geltenden Rentenrecht in dem in Artikel 3 genannten Gebiet ein Rentenanspruch bestanden hätte.

Im übrigen soll die Überleitung von der Zielsetzung bestimmt sein, mit der Angleichung der Löhne und Gehälter in dem in Artikel 3 genannten Gebiet an diejenigen in den übrigen Ländern auch eine Angleichung der Renten zu verwirklichen.

- (6) Bei der Fortentwicklung der Berufskrankheitenverordnung ist zu prüfen, inwieweit die bisher in dem in Artikel 3 des Vertrags genannten Gebiet geltenden Regelungen berücksichtigt werden können.

d'allocation chômage, et notamment de la réglementation du § 105c de la loi relative à la promotion du travail. L'Office fédéral du travail peut rejeter une demande lorsqu'il est établi qu'il existe dans la région une pénurie sensible de main-d'oeuvre pour l'activité professionnelle antérieure du salarié. L'indemnité de transition-vieillesse sera remboursée par la Fédération pour la partie dépassant la durée du droit à l'allocation chômage. La réglementation de l'indemnité de transition-vieillesse est applicable aux droits à naître jusqu'au 31 décembre 1991. La durée de validité peut être prolongée d'un an. Pour la période courant de la date de prise d'effet de l'adhésion jusqu'au 31 décembre 1990, les femmes pourront recevoir un droit à l'indemnité de transition-vieillesse à l'issue de leur 55ème année, pour une durée de cinq ans au plus.

- (3) Dans le territoire mentionné à l'article 3, le droit à supplément social aux prestations vieillesse, accident et chômage, introduit avec le traité du 18 mai 1990, sera limité aux droits ouverts jusqu'au 31 décembre 1991. Les prestations seront versées jusqu'au 30 juin 1995 au plus tard.
- (4) Le transfert des dépenses d'assurances sociales sur chaque organisme devra intervenir de manière telle que soient assurés la fourniture des prestations et leur financement ainsi que la prise en charge personnelle des dépenses. La division du patrimoine (actifs et passifs) entre les différents organismes d'assurances sociales sera définitivement fixée par la loi.
- (5) Une loi fédérale réglera le détail de la transition du livre six du Code de droit social (assurance-vieillesse) et livre trois du Code des assurances (assurance-accident). Pour les personnes dont le droit aux prestations légales d'assurance-vieillesse sera ouvert entre le 1er janvier 1982 et le 30 juin 1995,
 1. il sera versé une prestation de retraite d'un montant au moins égal à la moitié de celui qui aurait découlé du droit des retraites en vigueur jusque là dans le territoire mentionné à l'article 3, prestations complémentaires et prestations de régimes spéciaux non-comprises, et
 2. une retraite sera également accordée lorsqu'un droit à pension de retraite aurait été acquis selon le droit des retraites en vigueur jusque là dans le territoire mentionné à l'article 3.

[900]

Pour le reste, les dispositions transitoires devront être inspirées par l'objectif de réaliser parallèlement à l'alignement des traitements et salaires dans le territoire mentionné à l'article 3 du traité avec ceux des autres Länder, également un alignement des retraites.

- (6) Pour le développement du règlement relatif aux maladies professionnelles, on devra vérifier dans quelle mesure il sera possible de prendre en considération les règles en vigueur jusque là dans le territoire mentionné à l'article 3 du traité.

Artikel 31

Familie und Frauen

- (1) Es ist Aufgabe des gesamtdeutschen Gesetzgebers, die Gesetzgebung zur Gleichberechtigung zwischen Männern und Frauen weiterzuentwickeln.
- (2) Es ist Aufgabe des gesamtdeutschen Gesetzgebers, angesichts unterschiedlicher rechtlicher und institutioneller Ausgangssituationen bei der Erwerbstätigkeit von Müttern und Vätern die Rechtslage unter dem Gesichtspunkt der Vereinbarkeit von Familie und Beruf zu gestalten.
- (3) Um die Weiterführung der Einrichtungen zur Tagesbetreuung von Kindern in dem in Artikel 3 genannten Gebiet zu gewährleisten, beteiligt sich der Bund für eine Übergangszeit bis zum 30. Juni 1991 an den Kosten dieser Einrichtungen.
- (4) Es ist Aufgabe des gesamtdeutschen Gesetzgebers, spätestens bis zum 31. Dezember 1992 eine Regelung zu treffen, die den Schutz vorgeburtlichen Lebens und die verfassungskonforme Bewältigung von Konfliktsituationen schwangerer Frauen vor allem durch rechtlich gesicherte Ansprüche für Frauen, insbesondere auf Beratung und soziale Hilfen, besser gewährleistet, als dies in beiden Teilen Deutschlands derzeit der Fall ist. Zur Verwirklichung dieser Ziele wird in dem in Artikel 3 genannten Gebiet mit finanzieller Hilfe des Bundes unverzüglich ein flächendeckendes Netz von Beratungsstellen verschiedener Träger aufgebaut. Die Beratungsstellen sind personell und finanziell so auszustatten, daß sie ihrer Aufgabe gerecht werden können, schwangere Frauen zu beraten und ihnen notwendige Hilfen – auch über den Zeitpunkt der Geburt hinaus – zu leisten. Kommt eine Regelung in der in Satz 1 genannten Frist nicht zustande, gilt das materielle Recht in dem in Artikel 3 genannten Gebiet weiter.

Artikel 32

Freie gesellschaftliche Kräfte

Die Verbände der Freien Wohlfahrtspflege und die Träger der Freien Jugendhilfe leisten mit ihren Einrichtungen und Diensten einen unverzichtbaren Beitrag zur Sozialstaatlichkeit des Grundgesetzes. Der Auf- und Ausbau einer Freien Wohlfahrtspflege und einer Freien Jugendhilfe in dem in Artikel 3 genannten Gebiet wird im Rahmen der grundgesetzlichen Zuständigkeiten gefördert.

Article 31

Famille et femmes

- (1) Il incombe au législateur de l'Allemagne toute entière de poursuivre le développement de la législation sur l'égalité des droits entre hommes et femmes.
- (2) Il incombe au législateur de l'Allemagne toute entière, compte tenu des différences juridiques et institutionnelles des situations de départ dans l'activité professionnelle du père et de la mère, d'aménager la situation juridique sous l'angle de la compatibilité de la famille et de la profession.
- (3) Afin d'assurer la continuation des institutions de garde de jour des enfants dans le territoire mentionné à l'article 3, la Fédération participe au coût de ces institutions pour une période transitoire jusqu'au 30 juin 1991.
- (4) Il incombe au législateur de l'Allemagne toute entière d'adopter jusqu'au 31 décembre 1992 au plus tard, une réglementation garantissant mieux que cela n'est le cas actuellement dans les deux parties de l'Allemagne, la protection de la vie prénatale et, dans le respect de la constitution, une meilleure maîtrise des situations de conflit de la femme enceinte, notamment par des droits juridiquement garantis aux femmes à la consultation et à des aides sociales. Afin de réaliser ces objectifs, il sera immédiatement mis en place, avec l'aide financière de la Fédération, dans le territoire mentionné à l'article 3, un réseau de services de consultations à la charge d'organismes divers et couvrant l'ensemble du territoire. Les services de consultation devront être dotés de personnels et de moyens financiers tels qu'ils soient en mesure de satisfaire à leur mission de conseil de la femme enceinte et de fourniture de l'aide nécessaire, également au-delà de la date de la naissance. En l'absence d'adoption d'une réglementation dans le délai prévu à la première phrase, le droit en vigueur dans le territoire mentionné à l'article 3 continuera de s'appliquer.

Article 32

Forces sociales libres

Les associations privées d'assurance sociale et les organismes privés d'aide à la jeunesse apportent par leurs institutions et services une contribution indispensable à la dimension d'Etat social de la Loi fondamentale. La mise en place et le développement de l'assurance sociale privée et de l'aide privée à la jeunesse seront soutenus dans le territoire mentionné à l'article 3, dans le cadre des compétences constitutionnelles.

Artikel 33

Gesundheitswesen

- (1) Es ist Aufgabe der Gesetzgeber, die Voraussetzungen dafür zu schaffen, daß das Niveau der stationären Versorgung der Bevölkerung in dem in Artikel 3 genannten Gebiet zügig und nachhaltig verbessert und der Situation im übrigen Bundesgebiet angepaßt wird.
- (2) Zur Vermeidung von Defiziten bei den Arzneimittelausgaben der Krankenversicherung in dem in Artikel 3 genannten Gebiet trifft der gesamtdeutsche Gesetzgeber eine zeitlich befristete Regelung, durch die der Herstellerabgabepreis im Sinne der Arzneimittelpreisverordnung um einen Abschlag verringert wird, der dem Abstand zwischen den beitragspflichtigen Einkommen in dem in Artikel 3 genannten Gebiet und im heutigen Bundesgebiet entspricht.

Artikel 34

Umweltschutz

- (1) Ausgehend von der in Artikel 16 des Vertrags vom 18. Mai 1990 in Verbindung mit dem Umweltrahmengesetz der Deutschen Demokratischen Republik vom 29. Juni 1990 (GBl. I Nr. 42 S. 649) begründeten deutschen Umweltunion ist es Aufgabe der Gesetzgeber, die natürlichen Lebensgrundlagen des Menschen unter Beachtung des Vorsorge-Verursacher- und Kooperationsprinzips zu schützen und die Einheitlichkeit der ökologischen Lebensverhältnisse auf hohem, mindestens jedoch dem in der Bundesrepublik Deutschland erreichten Niveau zu fördern.
- (2) Zur Förderung des in Absatz 1 genannten Ziels sind im Rahmen der grundgesetzlichen Zuständigkeitsregelungen ökologische Sanierungs- und Entwicklungsprogramme für das in Artikel 3 genannte Gebiet aufzustellen. Vorrangig sind Maßnahmen zur Abwehr von Gefahren für die Gesundheit der Bevölkerung vorzusehen.

901

Kapitel VIII

Kultur, Bildung und Wissenschaft, Sport

Artikel 35

Kultur

- (1) In den Jahren der Teilung waren Kunst und Kultur – trotz unterschiedlicher Entwicklung der beiden Staaten in Deutschland – eine Grundlage

Article 33

Santé

- (1) Il incombe au législateur de mettre en place les conditions d'amélioration rapide et durable du niveau de services hospitaliers pour la population du territoire mentionné à l'article 3 et de l'aligner sur la situation dans le reste du territoire fédéral.
- (2) Afin de prévenir le déficit du poste des dépenses en médicaments de l'assurance-maladie dans le territoire mentionné à l'article 3, le législateur de l'Allemagne toute entière adoptera une législation temporaire réduisant le prix de vente du fabricant, au sens du règlement sur les prix des médicaments, d'un montant correspondant à l'écart entre le revenu soumis à cotisation dans le territoire mentionné à l'article 3 et l'actuel territoire fédéral.

Article 34

Protection de l'environnement

- (1) Il incombe au législateur à partir de l'union allemande de l'environnement fondée par l'article 16 du traité du 18 mai 1990, ensemble avec la loi-cadre du 29 juin 1990 sur l'environnement de la République démocratique allemande (GBL. I n° 42 p. 649), de protéger les conditions naturelles de vie des êtres humains, en appliquant les principes de prévention, du pollueur-payeur et de coopération, ainsi que de promouvoir l'unification des conditions de vie écologiques à un haut niveau, au moins au niveau atteint en République fédérale d'Allemagne.
- (2) Pour promouvoir l'objectif mentionné à l'alinéa 1er, il sera établi dans le cadre des compétences constitutionnelles, des programmes d'assainissement et de développement écologique. Priorité devra être donnée aux mesures de prévention des dangers pour la santé de la population.

[901]

Chapitre VIII

Culture, éducation et science, sport

Article 35

Culture

- (1) Pendant les années de division, l'art et la culture ont constitué une base de la pérennité de l'unité de la nation allemande malgré la différence de

der fortbestehenden Einheit der deutschen Nation. Sie leisten im Prozeß der staatlichen Einheit der Deutschen auf dem Weg zur europäischen Einigung einen eigenständigen und unverzichtbaren Beitrag. Stellung und Ansehen eines vereinten Deutschlands in der Welt hängen außer von seinem politischen Gewicht und seiner wirtschaftlichen Leistungskraft ebenso von seiner Bedeutung als Kulturstaat ab. Vorrangiges Ziel der Auswärtigen Kulturpolitik ist der Kulturaustausch auf der Grundlage partnerschaftlicher Zusammenarbeit.

- (2) Die kulturelle Substanz in dem in Artikel 3 genannten Gebiet darf keinen Schaden nehmen.
- (3) Die Erfüllung der kulturellen Aufgaben einschließlich ihrer Finanzierung ist zu sichern, wobei Schutz und Förderung von Kultur und Kunst den neuen Ländern und Kommunen entsprechend der Zuständigkeitsverteilung des Grundgesetzes obliegen.
- (4) Die bisher zentral geleiteten kulturellen Einrichtungen gehen in die Trägerschaft der Länder oder Kommunen über, in denen sie gelegen sind. Eine Mitfinanzierung durch den Bund wird in Ausnahmefällen, insbesondere im Land Berlin, nicht ausgeschlossen.
- (5) Die durch die Nachkriegsereignisse getrennten Teile der ehemals staatlichen preußischen Sammlungen (unter anderem Staatliche Museen, Staatsbibliotheken, Geheimes Staatsarchiv, Ibero-Amerikanisches Institut, Staatliches Institut für Musikforschung) sind in Berlin wieder zusammenzuführen. Die Stiftung Preussischer Kulturbesitz übernimmt die vorläufige Trägerschaft. Auch für die künftige Regelung ist eine umfassende Trägerschaft für die ehemals staatlichen preußischen Sammlungen in Berlin zu finden.
- (6) Der Kulturfonds wird zur Förderung von Kultur, Kunst und Künstlern übergangsweise bis zum 31. Dezember 1994 in dem in Artikel 3 genannten Gebiet weitergeführt. Eine Mitfinanzierung durch den Bund im Rahmen der Zuständigkeitsverteilung des Grundgesetzes wird nicht ausgeschlossen. Über eine Nachfolgeeinrichtung ist im Rahmen der Verhandlungen über den Beitritt der Länder der in Artikel 1 Abs. 1 genannten Länder zur Kulturstiftung der Länder zu verhandeln.
- (7) Zum Ausgleich der Auswirkungen der Teilung Deutschlands kann der Bund übergangsweise zur Förderung der kulturellen Infrastruktur einzelne kulturelle Maßnahmen und Einrichtungen in dem in Artikel 3 genannten Gebiet mitfinanzieren.

Artikel 36 Rundfunk

- (1) Der „Rundfunk der DDR“ und der „Deutsche Fernsehfunk“ werden als gemeinschaftliche staatsunabhängige, rechtsfähige Einrichtung

développement des deux Etats en Allemagne. Ils apportent une contribution autonome indispensable au processus d'union étatique des Allemands sur la voie de l'unification européenne. Dans le monde, la place et l'image d'une Allemagne unie dépendent non seulement de son poids politique et de sa puissance économique, mais aussi de son importance comme Etat de culture. L'objectif prioritaire de la politique étrangère culturelle est l'échange entre cultures sur la base d'une collaboration entre partenaires.

- (2) La substance culturelle dans le territoire mentionné à l'article 3 ne doit subir aucun dommage.
- (3) L'accomplissement des missions culturelles et de leur financement doit être assuré, la protection et la promotion culturelle et artistique incombant aux nouveaux Länder et collectivités territoriales dans le respect de la répartition des compétences selon la Loi fondamentale.
- (4) Les institutions culturelles jusque là dirigées de façon centralisée passent à la charge des Länder et collectivités territoriales dans lesquels elles sont situées. Dans des cas exceptionnels, et notamment à Berlin, un cofinancement fédéral ne sera pas exclu.
- (5) Les différentes composantes des anciennes collections de l'Etat de Prusse (notamment les musées de l'Etat, les bibliothèques de l'Etat, les archives secrètes de l'Etat, l'institut ibéro-américain, l'institut de l'Etat pour la recherche musicale) qui ont été séparées par les événements de l'après-guerre devront être réunies à Berlin. La Fondation "Preußischer Kulturbesitz" en prend provisoirement la charge. La législation à venir devra également apporter une solution à la charge globale des anciennes collections de l'Etat de Prusse à Berlin.
- (6) Le Fonds culturel sera maintenu à titre transitoire dans le territoire mentionné à l'article 3 jusqu'au 31 décembre 1994, afin d'encourager la culture, l'art et les artistes. Un cofinancement fédéral ne sera pas exclu, dans le respect de la répartition des compétences selon la Loi fondamentale. Des négociations sur une institution chargée de la succession devront être engagées dans le cadre des pourparlers sur l'entrée des Länder mentionnés à l'article 1 al. 1er dans la fondation "Kulturstiftung der Länder".
- (7) Afin de compenser les effets de la division de l'Allemagne, la Fédération peut, à titre transitoire et en vue d'encourager l'infrastructure culturelle, cofinancer des mesures et institutions culturelles ponctuelles dans le territoire mentionné à l'article 3.

Article 36 Radio-télévision

- (1) Dans la mesure où elles exercent des missions relevant de la compétence des Länder, la "Radio de la DDR" et la "Télévision allemande" seront

von den in Artikel 1 Abs. 1 genannten Ländern und dem Land Berlin für den Teil, in dem das Grundgesetz bisher nicht galt, bis spätestens 31. Dezember 1991 weitergeführt, soweit sie Aufgaben wahrnehmen, für die die Zuständigkeit der Länder gegeben ist. Die Einrichtung hat die Aufgabe, die Bevölkerung in dem in Artikel 3 genannten Gebiet nach den allgemeinen Grundsätzen des öffentlichen-rechtlichen Rundfunks mit Hörfunk und Fernsehen zu versorgen. Die bisher der Deutschen Post zugehörige Studiotechnik sowie die der Produktion und der Verwaltung des Rundfunks und des Fernsehens dienenden Liegenschaften werden der Einrichtung zugeordnet. Artikel 21 gilt entsprechend.

- (2) Die Organe der Einrichtung sind
 1. der Rundfunkbeauftragte,
 2. der Rundfunkbeirat.
- (3) Der Rundfunkbeauftragte wird auf Vorschlag des Ministerpräsidenten der Deutschen Demokratischen Republik von der Volkskammer gewählt. Kommt eine Wahl durch die Volkskammer nicht zustande, wird der Rundfunkbeauftragte von den Landessprechern der in Artikel 1 Abs. 1 genannten Länder und dem Oberbürgermeister von Berlin mit Mehrheit gewählt. Der Rundfunkbeauftragte leitet die Einrichtung und vertritt sie gerichtlich und außergerichtlich. Er ist für die Erfüllung des Auftrags der Einrichtung im Rahmen der hierfür verfügbaren Mittel verantwortlich und hat für das Jahr 1991 unverzüglich einen in Einnahmen und Ausgaben ausgeglichenen Haushaltsplan aufzustellen.
- (4) Dem Rundfunkbeirat gehören 18 anerkannte Persönlichkeiten des öffentlichen Lebens als Vertretergesellschaftlich relevanter Gruppen an. Je drei Mitglieder werden von den Landtagen der in Artikel 1 Abs. 1 genannten Länder und von der Stadtverordnetenversammlung von Berlin gewählt. Der Rundfunkbeirat hat in allen Programmfragen ein Beratungsrecht und bei wesentlichen Personal-, Wirtschafts- und Haushaltsfragen ein Mitwirkungsrecht. Der Rundfunkbeirat kann den Rundfunkbeauftragten mit der Mehrheit von zwei Dritteln seiner Mitglieder abberufen. Er kann mit der Mehrheit von zwei Dritteln seiner Mitglieder einen neuen Rundfunkbeauftragten wählen.
- (5) Die Einrichtung finanziert sich vorrangig durch die Einnahmen aus dem Rundfunkgebührenaufkommen der Rundfunkteilnehmer, die in dem in Artikel 3 genannten Gebiet wohnen. Sie ist insoweit Gläubiger der Rundfunkgebühr. Im übrigen deckt sie ihre Ausgaben durch Einnahmen aus Werbesendungen und durch sonstige Einnahmen.
- (6) Innerhalb des in Absatz 1 genannten Zeitraums ist die Einrichtung nach Maßgabe der föderalen Struktur des Rundfunks durch gemeinsamen Staatsvertrag der in Artikel 1 genannten Länder aufzulösen oder in Anstalten des öffentlichen Rechts einzelner oder mehrerer Länder überzuführen. Kommt ein Staatsvertrag nach Satz 1 bis zum 31. Dezember

maintenues jusqu'au 31 décembre 1991 au plus tard, sous la forme d'une institution indépendante de l'Etat et dotée de la personnalité morale, commune aux Länder mentionnés à l'article 1 al. 1er et à la partie du Land de Berlin dans laquelle la Loi fondamentale ne s'appliquait pas jusque là. Cette institution a pour mission de couvrir les besoins de la population en radio et télévision dans le territoire mentionné à l'article 3 et selon les principes généraux de la radio-télévision publique. Les installations techniques des studios qui appartenaient jusque là à la Deutsche Post ainsi que les biens fonciers servant à la production et à l'administration de la radio et de la télévision seront confiés à l'institution. L'article 21 s'applique par analogie.

- (2) Les organes de l'institution sont :
 1. Le délégué à la radio-télévision,
 2. Le conseil de la radio-télévision.
- (3) Le délégué à la radio-télévision sera élu par la Chambre du peuple sur proposition du Ministre-président de la République démocratique allemande. En l'absence d'élection, le délégué à la radio-télévision sera désigné à la majorité par les porte-parole des Länder dans les Länder mentionnés à l'article 1 al. 1er et le Bourgmestre de Berlin. Le délégué à la radio-télévision dirige l'institution et la représente en justice et hors justice. Il est responsable de l'accomplissement de la mission de l'institution dans le cadre des moyens disponibles à cet effet et doit sans délai établir pour l'année 1991 un budget aux recettes et dépenses en équilibre.
- (4) Le conseil de la radio-télévision comprend 18 personnalités reconnues de la vie publique et représentant les principaux groupes sociaux. Les parlements des Länder mentionnés à l'article 1 al. 1er et l'assemblée des représentants de Berlin désignent chacun trois membres. Le conseil de la radio-télévision peut délibérer sur toutes les questions concernant les programmes et a un droit de codécision dans toutes les questions essentielles concernant le personnel, la gestion économique et le budget. Le conseil peut révoquer le délégué à la radio-télévision à la majorité des deux tiers de ses membres. Il peut désigner un nouveau délégué à la radio-télévision à la majorité des deux tiers de ses membres.
- [902] (5) L'institution se finance en premier lieu par les recettes produites par la redevance de radio-télévision perçue sur les auditeurs demeurant sur le territoire mentionné à l'article 3. Elle est dans cette mesure la créancière de la redevance de la radio-télévision. Pour le reste, elle couvre ses dépenses par des recettes d'émissions publicitaires et par d'autres recettes.
- (6) Au cours de la période mentionnée à l'alinéa 1er, l'institution devra, conformément à la structure fédérale de la radio-télévision, être dissoute par un traité d'Etat commun aux Länder mentionnés à l'article 1 ou incorporée dans les établissements publics d'un ou plusieurs Länder. En l'absence de traité d'Etat prévu à la phrase 1 avant le 31 décembre 1991,

1991 nicht zustande, so ist die Einrichtung mit Ablauf dieser Frist aufgelöst. Zu diesem Zeitpunkt bestehendes Aktiv- und Passivvermögen geht auf die in Artikel 1 genannten Länder in Anteilen über. Die Höhe der Anteile bemißt sich nach dem Verhältnis des Rundfunkgebührenaufkommens nach dem Stand vom 30. Juni 1991 in dem in Artikel 3 genannten Gebiet. Die Pflicht der Länder zur Fortführung der Rundfunkversorgung in dem in Artikel 3 genannten Gebiet bleibt hiervon unberührt.

- (7) Mit Inkraftsetzung des Staatsvertrags nach Absatz 6, spätestens am 31. Dezember 1991, treten die Absätze 1 bis 6 außer Kraft.

Artikel 37

Bildung

- (1) In der Deutschen Demokratischen Republik erworbene oder staatlich anerkannte schulische, berufliche und akademische Abschlüsse oder Befähigungsnachweise gelten in dem in Artikel 3 genannten Gebiet weiter. In dem in Artikel 3 genannten Gebiet oder in den anderen Ländern der Bundesrepublik Deutschland einschließlich Berlin (West) abgelegte Prüfungen oder erworbene Befähigungsnachweise stehen einander gleich und verleihen die gleichen Berechtigungen, wenn sie gleichwertig sind. Die Gleichwertigkeit wird auf Antrag von der jeweils zuständigen Stelle festgestellt. Rechtliche Regelungen des Bundes und der Europäischen Gemeinschaften über die Gleichstellung von Prüfungen oder Befähigungsnachweisen sowie besondere Regelungen in diesem Vertrag haben Vorrang. Das Recht auf Führung erworbener, staatlich anerkannter oder verliehener akademischer Berufsbezeichnungen, Grade und Titel bleibt in jedem Fall unberührt.
- (2) Für Lehramtsprüfungen gilt das in der Kultusministerkonferenz übliche Anerkennungsverfahren. Die Kultusministerkonferenz wird entsprechende Übergangsregelungen treffen.
- (3) Prüfungszeugnisse nach der Systematik der Ausbildungsberufe und der Systematik der Facharbeiterberufe und Abschlußprüfungen und Gesellenprüfungen in anerkannten Ausbildungsberufen stehen einander gleich.
- (4) Die bei der Neugestaltung des Schulwesens in dem in Artikel 3 genannten Gebiet erforderlichen Regelungen werden von den in Artikel 1 genannten Ländern getroffen. Die notwendigen Regelungen zur Anerkennung von Abschlüssen schulrechtlicher Art werden in der Kultusministerkonferenz vereinbart. In beiden Fällen sind Basis das Hamburger Abkommen und die weiteren einschlägigen Vereinbarungen der Kultusministerkonferenz.
- (5) Studenten, die vor Abschluß eines Studiums die Hochschule wechseln, werden bisher erbrachte Studien- und Prüfungsleistungen nach den

l'institution sera dissoute avec l'expiration de ce délai. Les éléments de l'actif et du passif de son patrimoine seront répartis entre les Länder mentionnés à l'article 1. Le montant des parts se mesure en proportion du produit de la redevance de radio-télévision à la date du 30 juin 1991 dans le territoire mentionné à l'article 3. L'obligation des Länder de continuer à assurer la couverture des besoins en radio-télévision dans le territoire mentionné à l'article 3 n'est pas affectée par ce qui précède.

- (7) Les alinéas 1 à 6 deviennent caducs avec l'entrée en vigueur du traité d'Etat prévu à l'alinéa 6, et au plus tard au 31 décembre 1991.

Article 37

Education

- (1) Les diplômes terminaux ou certificats d'aptitude obtenus en République démocratique allemande ou reconnus par l'Etat, dans les secteurs scolaire, professionnel et universitaire, continuent à valoir dans le territoire mentionné à l'article 3. Les examens passés et les certificats d'aptitude acquis dans le territoire mentionné à l'article 3 ou dans les autres Länder de la République fédérale d'Allemagne, y compris Berlin ouest, ont la même valeur et délivrent les mêmes droits s'ils sont équivalents. L'équivalence sera constatée sur demande par chacun des services compétents. Priorité est donnée aux règles de droit de la Fédération et des Communautés européennes relatives à l'équivalence des examens ou des certificats d'aptitude, ainsi qu'aux dispositions particulières du présent traité. Il n'est en aucun cas porté atteinte au droit de porter des titres, grades ou dénominations professionnelles académiques acquis, reconnus ou conférés par l'Etat.
- (2) Pour les examens habilitant à l'enseignement, la procédure de reconnaissance usitée dans le cadre de la conférence des ministres de l'éducation reste applicable. La conférence prendra les mesures de transition nécessaires.
- (3) Les certificats d'examen dans les systèmes de profession avec formation obligatoire et de profession de travailleurs spécialisés, les examens terminaux et examens de compagnons dans les professions agréées avec formation obligatoire sont respectivement équivalents.
- (4) Les règles nécessaires à la réorganisation de l'enseignement scolaire dans le territoire mentionné à l'article 3 seront adoptées par les Länder mentionnés à l'article 1. Les règles nécessaires pour la reconnaissance de diplômes scolaires terminaux feront l'objet de conventions de la conférence des Ministres de l'éducation. Dans les deux cas, on partira de l'accord de Hambourg et des autres accords pertinents de la conférence des ministres de l'éducation.
- (5) Les prestations d'étude et d'examen des étudiants changeant d'établissement d'enseignement supérieur avant l'examen terminal seront

Grundsätzen des § 7 der Allgemeinen Bestimmungen für Diplomprüfungsordnungen (ABD) oder im Rahmen der für die Zulassung zu Staatsprüfungen geltenden Vorschriften anerkannt.

- (6) Die auf Abschlüßzeugnissen der Ingenieur- und Fachschulen der Deutschen Demokratischen Republik bestätigten Hochschulzugangsberechtigungen gelten gemäß Beschluß der Kultusministerkonferenz vom 10. Mai 1990 und seiner Anlage B. Weitergehende Grundsätze und Verfahren für die Anerkennung von Fachschul- und Hochschulabschlüssen für darauf aufbauende Schul- und Hochschulausbildungen sind im Rahmen der Kultusministerkonferenz zu entwickeln.

Artikel 38

Wissenschaft und Forschung

- (1) Wissenschaft und Forschung bilden auch im vereinten Deutschland wichtige Grundlagen für Staat und Gesellschaft. Der notwendigen Erneuerung von Wissenschaft und Forschung unter Erhaltung leistungsfähiger Einrichtungen in dem in Artikel 3 genannten Gebiet dient eine Begutachtung von öffentlich getragenen Einrichtungen durch den Wissenschaftsrat, die bis zum 31. Dezember 1991 abgeschlossen sein wird, wobei einzelne Ergebnisse schon vorher schrittweise umgesetzt werden sollen. Die nachfolgenden Regelungen sollen diese Begutachtung ermöglichen sowie die Einpassung von Wissenschaft und Forschung in dem in Artikel 3 genannten Gebiet in die gemeinsame Forschungsstruktur der Bundesrepublik Deutschland gewährleisten.
- (2) Mit dem Wirksamwerden des Beitritts wird die Akademie der Wissenschaften der Deutschen Demokratischen Republik als Gelehrtensozietät von den Forschungsinstituten und sonstigen Einrichtungen getrennt. Die Entscheidung, wie die Gelehrtensozietät der Akademie der Wissenschaften der Deutschen Demokratischen Republik fortgeführt werden soll, wird landesrechtlich getroffen. Die Forschungsinstitute und sonstigen Einrichtungen bestehen zunächst bis zum 31. Dezember 1991 als Einrichtungen der Länder in dem in Artikel 3 genannten Gebiet fort, soweit sie nicht vorher aufgelöst oder umgewandelt werden. Die Übergangsfinanzierung dieser Institute und Einrichtungen wird bis zum 31. Dezember 1991 sichergestellt; die Mittel hierfür werden im Jahr 1991 vom Bund und den in Artikel 1 genannten Ländern bereitgestellt.

903

- (3) Die Arbeitsverhältnisse der bei den Forschungsinstituten und sonstigen Einrichtungen der Akademie der Wissenschaften der Deutschen Demokratischen Republik beschäftigten Arbeitnehmer bestehen bis zum 31. Dezember 1991 als befristete Arbeitsverhältnisse mit den Ländern fort, auf die diese Institute und Einrichtungen übergehen. Das Recht zur ordentlichen oder außerordentlichen Kündigung dieser Arbeitsverhältnisse in den in Anlage I dieses Vertrags aufgeführten Tatbeständen bleibt unberührt.

reconnues conformément aux principes du § 7 des dispositions générales pour les réglementations de diplômes universitaires (ABD) ou dans le cadre des dispositions relatives à l'admission aux examens d'Etat.

- (6) Les titres d'accès à l'enseignement supérieur attestés sur les diplômes de sortie des écoles d'ingénieurs et écoles techniques de la République démocratique allemande sont valables dans les conditions de la délibération du 10 mai 1990 de la conférence des ministres de l'éducation et son annexe B. La conférence des ministres de l'éducation devra développer des principes et procédures complémentaires pour la reconnaissance des diplômes universitaires et techniques et pour les formations scolaires et universitaires qui s'appuient sur ces diplômes.

Article 38 **Science et recherche**

- (1) La science et la recherche constituent également dans l'Allemagne unie des bases importantes pour l'Etat et la société. Dans le territoire mentionné à l'article 3, une évaluation des institutions à la charge des personnes publiques devra être réalisée jusqu'au 31 décembre 1991 par le conseil des sciences, certains résultats pouvant déjà progressivement être suivis d'effets avant cette date, et servira à la nécessaire rénovation de la science et de la recherche avec conservation des institutions efficaces. Les dispositions qui suivent doivent permettre cette évaluation ainsi que l'intégration de la science et de la recherche dans le territoire mentionné à l'article 3, aux structures communes de la recherche de la République fédérale d'Allemagne.
- (2) Avec la prise d'effet de l'admission, l'Académie des sciences de la République démocratique allemande formera une société savante et sera séparée des instituts de recherche et autres institutions. La décision sur le devenir de la société savante de l'Académie des sciences de la République démocratique allemande sera prise par le droit du Land. Dans le territoire mentionné à l'article 3, les instituts de recherche et autres institutions continueront d'abord à exister jusqu'au 31 décembre 1991 en tant qu'institutions des Länder, sauf dissolution ou transformation avant cette date. Le financement de ces instituts et institutions pendant la phase transitoire sera assuré jusqu'au 31 décembre 1991 ; les moyens nécessaires à cet effet seront fournis par la Fédération et les Länder mentionnés à l'article 1.
- [903] (3) Les rapports de travail des salariés employés dans les instituts de recherche et les autres institutions de l'Académie des sciences de la République démocratique allemande sont maintenus jusqu'au 31 décembre 1991 à titre de rapport de travail à durée déterminée avec les Länder qui ont repris ces instituts et institutions. Le droit de dénonciation normale ou exceptionnelle de ces rapports de travail dans les cas énoncés à l'annexe 1 du présent traité n'est pas affecté par ce qui précède.

- (4) Für die Bauakademie der Deutschen Demokratischen Republik und die Akademie der Landwirtschaftswissenschaften der Deutschen Demokratischen Republik sowie die nachgeordneten wissenschaftlichen Einrichtungen des Ministeriums für Ernährung, Land- und Forstwirtschaft gelten die Absätze 1 bis 3 sinngemäß.
- (5) Die Bundesregierung wird mit den Ländern Verhandlungen mit dem Ziel aufnehmen, die Bund-Länder-Vereinbarungen gemäß Artikel 91 b des Grundgesetzes so anzupassen oder neu abzuschließen, daß die Bildungsplanung und die Förderung von Einrichtungen und Vorhaben der wissenschaftlichen Forschung von überregionaler Bedeutung auf das in Artikel 3 genannte Gebiet erstreckt werden.
- (6) Die Bundesregierung strebt an, daß die in der Bundesrepublik Deutschland bewährten Methoden und Programme der Forschungsförderung so schnell wie möglich auf das gesamte Bundesgebiet angewendet werden und daß den Wissenschaftlern und wissenschaftlichen Einrichtungen in dem in Artikel 3 genannten Gebiet der Zugang zu laufenden Maßnahmen der Forschungsförderung ermöglicht wird. Außerdem sollen einzelne Förderungsmaßnahmen für Forschung und Entwicklung, die im Bereich der Bundesrepublik Deutschland terminlich abgeschlossen sind, für das in Artikel 3 genannte Gebiet wieder aufgenommen werden; davon sind steuerliche Maßnahmen ausgenommen.
- (7) Mit dem Wirksamwerden des Beitritts der Deutschen Demokratischen Republik ist der Forschungsrat der Deutschen Demokratischen Republik aufgelöst.

Artikel 39

Sport

- (1) Die in dem in Artikel 3 genannten Gebiet in Umwandlung befindlichen Strukturen des Sports werden auf Selbstverwaltung umgestellt. Die öffentlichen Hände fördern den Sport ideell und materiell nach der Zuständigkeitsverteilung des Grundgesetzes.
- (2) Der Spitzensport und seine Entwicklung in dem in Artikel 3 genannten Gebiet wird, soweit er sich bewährt hat, weiter gefördert. Die Förderung erfolgt im Rahmen der in der Bundesrepublik Deutschland bestehenden Regeln und Grundsätze nach Maßgabe der öffentlichen Haushalte in dem in Artikel 3 genannten Gebiet. In diesem Rahmen werden das Forschungsinstitut für Körperkultur und Sport (FKS) in Leipzig, das vom Internationalen Olympischen Komitee (IOC) anerkannte Dopingkontrollabor in Kreischau (bei Dresden) und die Forschungs- und Entwicklungsstelle für Sportgeräte (FES) in Berlin (Ost) – in der jeweils angemessenen Rechtsform – als Einrichtungen im vereinten Deutschland erforderlichem Umfang fortgeführt oder bestehenden Einrichtungen angegliedert.

- (4) Les alinéas 1 à 3 sont applicables par analogie à l'école d'architecture de la République démocratique allemande et à l'école d'agronomie de la République démocratique allemande, ainsi qu'aux institutions scientifiques relevant du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et des forêts.
- (5) Le gouvernement fédéral engagera avec les Länder des négociations tendant à adapter les conventions entre la Fédération et les Länder selon l'article 91b de la Loi fondamentale, ou à en conclure de nouvelles, en vue d'étendre la planification de l'enseignement et la promotion de centres et de projets de recherche scientifique d'intérêt supra-régional au territoire mentionné à l'article 3.
- (6) Le gouvernement fédéral se fixe pour objectif d'étendre le plus rapidement possible à l'ensemble du territoire fédéral les méthodes et programmes éprouvés de promotion de la recherche scientifique et de permettre l'accès des chercheurs et institutions scientifiques du territoire mentionné à l'article 3, aux mesures en cours de promotion de la recherche. En outre, certaines mesures particulières de promotion et de développement de la recherche arrivées à leur terme en République fédérale d'Allemagne pourront être remises en vigueur pour le territoire mentionné à l'article 3 ; les mesures fiscales sont exclues de ce qui précède.
- (7) Le Conseil de la recherche de la République démocratique allemande est dissous avec la prise d'effet de l'adhésion de la République démocratique allemande.

Article 39 **Sport**

- (1) Les structures du sport en cours de transformation dans le territoire mentionné à l'article 3 seront transformées dans le sens de l'autonomie de gestion. Les acteurs publics assument la promotion idéale et matérielle du sport dans le cadre de la répartition des compétences selon la Loi fondamentale.
- (2) Le sport de haute compétition et son développement dans le territoire mentionné à l'article 3, continueront à être encouragés dans la mesure où ils ont donné de bons résultats. La promotion s'inscrit dans le cadre des règles et principes existant en République fédérale d'Allemagne, dans la mesure des budgets publics dans le territoire mentionné à l'article 3. Dans ce cadre, l'institut de recherche pour l'éducation physique et le sport (FKS) de Leipzig, le Laboratoire de contrôle du dopage de Kreischa (près de Dresde), reconnu par le comité international olympique (CIO), et le Centre de recherche et développement des appareils de sport (FES) de Berlin(-est) seront, sous les formes juridiques appropriées, maintenus dans la dimension nécessaire en qualité d'institutions de l'Allemagne unie ou intégrés dans des institutions existantes.

- (3) Für eine Übergangszeit bis zum 31. Dezember 1992 unterstützt der Bund den Behindertensport.

Kapitel IX

Übergangs- und Schlußbestimmungen

Artikel 40

Verträge und Vereinbarungen

- (1) Die Verpflichtungen aus dem Vertrag vom 18. Mai 1990 über die Schaffung einer Währungs-, Wirtschafts- und Sozialunion zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik gelten fort, soweit nicht in diesem Vertrag Abweichendes bestimmt wird oder die Vereinbarungen im Zuge der Herstellung der Einheit Deutschland gegenstandslos werden.
- (2) Soweit Rechte und Pflichten aus sonstigen Verträgen und Vereinbarungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland oder den Bundesländern und der Deutschen Demokratischen Republik nicht im Zuge der Herstellung der Einheit Deutschlands gegenstandslos geworden sind, werden sie von den innerstaatlich zuständigen Rechtsträgern übernommen, angepaßt oder abgewickelt.

Artikel 41

Regelung von Vermögensfragen

- (1) Die von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik abgegebene Gemeinsame Erklärung vom 15. Juni 1990 zur Regelung offener Vermögensfragen (Anlage III) ist Bestandteil dieses Vertrages.
- (2) Nach Maßgabe besonderer gesetzlicher Regelung findet eine Rückübertragung von Eigentumsrechten an Grundstücken oder Gebäuden nicht statt, wenn das betroffene Grundstück oder Gebäude für dringende, näher festzulegende Investitionszwecke benötigt wird, insbesondere der Errichtung einer gewerblichen Betriebsstätte dient und die Verwirklichung dieser Investitionsentscheidung volkswirtschaftlich förderungswürdig ist, vor allem Arbeitsplätze schafft oder sichert. Der Investor hat einen die wesentlichen Merkmale des Vorhabens aufzeigenden Plan vorzulegen und sich zur Durchführung des Vorhabens auf dieser Basis zu verpflichten. In dem Gesetz ist auch die Entschädigung des früheren Eigentümers zu regeln.
- (3) Im übrigen wird die Bundesrepublik Deutschland keine Rechtsvorschriften erlassen, die der in Absatz 1 genannten Gemeinsamen Erklärung widersprechen.

- (3) La Fédération soutient le sport des handicapés pour une période transitoire jusqu'au 31 décembre 1992.

Chapitre IX

Dispositions transitoires et finales

Article 40

Traités et accords

- (1) Les obligations découlant du traité du 18 mai 1990 relatif à la constitution d'une union monétaire, économique et sociale entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande sont maintenues dans la mesure où le présent traité n'en dispose pas autrement et où les conventions ne sont pas devenues sans objet par suite de la réalisation de l'unité de l'Allemagne.
- (2) Dans la mesure où des droits et obligations découlant d'autres traités et accords entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande ne sont pas devenus sans objet par suite de la réalisation de l'unité de l'Allemagne, ils seront repris, adaptés ou mis en oeuvre par les sujets de droit interne compétents.

Article 41

Règlement de questions patrimoniales

[904]

- (1) La déclaration commune du 15 juin 1990 du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et du gouvernement de la République démocratique allemande, sur le règlement des questions patrimoniales pendantes (Annexe III) fait partie intégrante du présent traité.
- (2) Dans les conditions d'une réglementation législative particulière, il n'y a pas lieu à restitution des droits de propriété portant sur des terrains ou immeubles, lorsque le terrain ou l'immeuble dont s'agit sera nécessaire pour des investissements urgents à préciser, et en particulier lorsqu'il sert à l'implantation d'un établissement industriel ou commercial et que la réalisation de cette décision d'investissement mérite d'être encouragée sous l'angle de l'économie nationale, notamment au titre de la création ou de la garantie d'emplois. L'investisseur doit déposer un programme indiquant les caractéristiques essentielles du projet et s'engager à le réaliser sur cette base. La loi devra également régler l'indemnisation de l'ancien propriétaire.
- (3) La République fédérale d'Allemagne n'édicterà par ailleurs aucune règle de droit en contradiction avec la déclaration mentionnée à l'alinéa 1.

Artikel 42

Entsendung von Abgeordneten

- (1) Vor dem Wirksamwerden des Beitritts der Deutschen Demokratischen Republik wählt die Volkskammer auf der Grundlage ihrer Zusammensetzung 144 Abgeordnete zur Entsendung in den 11. Deutschen Bundestag sowie eine ausreichende Anzahl von Ersatzpersonen. Entsprechende Vorschläge machen die in der Volkskammer vertretenen Fraktionen und Gruppen.
- (2) Die Gewählten erwerben die Mitgliedschaft im 11. Deutschen Bundestag aufgrund der Annahmeerklärung gegenüber dem Präsidenten der Volkskammer, jedoch erst mit Wirksamwerden des Beitritts. Der Präsident der Volkskammer ermittelt das Ergebnis der Wahl unter Beifügung der Annahmeerklärung unverzüglich dem Präsidenten des Deutschen Bundestages.
- (3) Für die Wählbarkeit und den Verlust der Mitgliedschaft im 11. Deutschen Bundestag gelten im übrigen die Bestimmungen des Bundeswahlgesetzes in der Fassung der Bekanntmachung vom 1. September 1975 (BGBl. I 2325), zuletzt geändert durch Gesetz vom 29. August 1990 (BGBl. II S. 813). Scheidet ein Mitglied aus, so rückt die nächste Ersatzperson nach. Sie muß derselben Partei angehören wie das ausgeschiedene Mitglied zur Zeit seiner Wahl. Die Feststellung, wer als Ersatzperson nachrückt, trifft vor Wirksamwerden des Beitritts der Präsident der Volkskammer, danach der Präsident des Deutschen Bundestages.

Artikel 43

Übergangsvorschrift für den Bundesrat bis zur Bildung von Landesregierungen

Von der Bildung der in Artikel 1 Abs. 1 genannten Länder bis zur Wahl des Ministerpräsidenten kann der Landesbevollmächtigte an den Sitzungen des Bundesrates mit beratender Stimme teilnehmen.

Artikel 44

Rechtswahrung

Rechte aus diesem Vertrag zugunsten der Deutschen Demokratischen Republik oder der in Artikel 1 genannten Länder können nach Wirksamwerden des Beitritts von jedem dieser Länder geltend gemacht werden.

Article 42

Envoi de députés

- (1) Avant la prise d'effet de l'adhésion de la République démocratique allemande, la Chambre du peuple désignera sur la base de sa composition 144 députés à envoyer au Bundestag allemand, ainsi qu'un nombre suffisant de suppléants. Les propositions correspondantes seront faites par les groupes parlementaires et groupes de la Chambre du peuple.
- (2) Les élus acquerront la qualité de membre du 11ème Bundestag avec leur déclaration d'acceptation devant le président de la Chambre du peuple, au plus tôt toutefois avec la prise d'effet de l'adhésion. Le président de la Chambre du peuple communique sans délai au président du Bundestag le résultat de l'élection en joignant la déclaration d'acceptation.
- (3) Pour le surplus, l'éligibilité et la qualité de membre du 11ème Bundestag sont régies par les dispositions de la loi relative aux élections fédérales, dans sa version publiée le 1er septembre 1975 (BGBl. I p. 2325), et modifiée pour la dernière fois par la loi du 29 août 1990 (BGBl. II p. 813). Si un membre cesse d'appartenir au Bundestag, il est remplacé par le suppléant suivant. Celui-ci doit appartenir au même parti que le membre sortant au moment de son élection. La constatation qu'une personne est appelée à suppléer incombe jusqu'à la prise d'effet de l'adhésion au président de la Chambre du peuple, ensuite au président du Bundestag allemand.

Article 43

Dispositions transitoires relatives au Bundesrat jusqu'à la formation des gouvernements des Länder

A partir de la constitution des Länder mentionnés à l'article 1 al. 1er et jusqu'à l'élection des Ministres-présidents, le plénipotentiaire du Land peut participer aux séances du Bundesrat avec voie consultative.

Article 44

Préservation des droits

Les droits découlant du présent traité au bénéfice de la République démocratique allemande ou des Länder mentionnés à l'article 1 pourront, après la prise d'effet de l'adhésion, être invoqués par chacun de ces Länder.

Artikel 45

Inkrafttreten des Vertrags

- (1) Dieser Vertrag einschließlich des anliegenden Protokolls und der Anlagen I bis III tritt an dem Tag in Kraft, an dem die Regierungen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik einander mitgeteilt haben, daß die erforderlichen innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten erfüllt sind.
- (2) Der Vertrag bleibt nach Wirksamwerden des Beitritts als Bundesrecht geltendes Recht.

Geschehen zu Berlin am 31. August 1990 in zwei Urschriften in deutscher Sprache.

Für die Bundesrepublik Deutschland

Schäuble

Für die Deutsche Demokratische Republik

Günther Krause

Protokoll

905

Bei Unterzeichnung des Vertrags zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik über die Herstellung der Einheit Deutschlands wurden mit Bezug auf diesen Vertrag folgende Klarstellungen getroffen:

I. Zu den Artikeln und Anlagen des Vertrags

1. Zu Artikel 1:

- (1) Die Grenzen des Landes Berlin werden durch das Gesetz über die Bildung einer neuen Stadtgemeinde Berlin vom 27. April 1920 (Pr.GS 1920 S. 123) bestimmt mit der Maßgabe
 - daß der Protokollvermerk zu Artikel 1 der „Vereinbarung zwischen dem Senat und der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik vom 31. März 1988 über die Einbeziehung von weiteren Enklaven und anderen kleinen Gebieten in die Vereinbarung vom 20. Dezember 1971 über die Regelung der Fragen von Enklaven durch Gebietsaustausch“ als auf alle Bezirke erstreckt gilt und im Verhältnis zwischen den Ländern Berlin und Brandenburg fortwirkt;
 - daß alle Gebiete, in denen nach dem 7. Oktober 1949 eine Wahl zum Abgeordnetenhaus oder zur Stadtverordnetenversammlung von Berlin stattgefunden hat, Bestandteile der Bezirke von Berlin sind.

Article 45
Entrée en vigueur du traité

- (1) Le présent traité, y compris le protocole joint et les annexes I à III, entre en vigueur le jour où les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande se sont mutuellement communiqués que les conditions de droit interne à l'entrée en vigueur sont remplies.
- (2) Après la prise d'effet de l'adhésion, le traité reste applicable en qualité de droit fédéral.

fait à Berlin le 31 août 1991 en deux originaux en langue allemande.

Pour la République fédérale d'Allemagne
Schäuble

Pour la République démocratique allemande
Günther Krause

[905]

Protocole

A l'occasion de la signature du traité entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande relatif à la réalisation de l'unité de l'Allemagne, les précisions suivantes ont été convenues à propos dudit traité :

I. Sur les articles et annexes du traité

1. Sur l'article 1 :

- (1) Les frontières du Land de Berlin seront fixées par la loi du 27 avril 1920 relative à la constitution du Land de Berlin (Pr.GS 1920 p. 123) sous la réserve
 - que le protocole annexé à l'article 1 de "l'accord du 31 mars 1988 entre le Sénat et le gouvernement de la République démocratique allemande relatif à l'intégration de nouvelles enclaves et d'autres petits territoires dans l'accord du 20 décembre 1971 sur le règlement des questions des enclaves par voie d'échange de territoires" est considéré comme étendu à l'ensemble des arrondissements et continue à régir les relations entre les Länder de Berlin et de Brandebourg ;
 - et que tous les territoires dans lesquels a eu lieu postérieurement au 7 octobre 1949 une élection à la chambre des députés ou à l'assemblée municipale de Berlin, font partie des arrondissements de Berlin.

- (2) Die Länder Berlin und Brandenburg überprüfen und dokumentieren innerhalb eines Jahres den sich nach Absatz 1 ergebenden Grenzverlauf.
2. Zu Artikel 2 Abs. 1:
Die Vertragsparteien stimmen darin überein, daß die Entscheidungen nach Satz 2 der Beschlußfassung der gesetzgebenden Körperschaften des Bundes nach Wahl des ersten gesamtdeutschen Bundestages und nach Herstellung der vollen Mitwirkungsrechte der in Artikel 1 Abs. 1 dieses Vertrags genannten Länder vorbehalten bleiben.
3. Zu Artikel 2 Abs. 2:
Die Vertragsparteien sind darüber einig, daß der Charakter des 3. Oktober 1990 als gesetzlicher Feiertag Handlungen nicht ausschließt, die bei Inkrafttreten des Vertrags bereits unaufhebbar festgelegt waren.
4. Zu Artikel 4 Nr. 5
Artikel 143 Absätze 1 und 2 haben nur zeitliche Bedeutung; sie sind deshalb keine Vorgabe für die künftige Gesetzgebung.
5. Zu Artikel 9 Abs. 5:
Beide Vertragsparteien nehmen die Erklärung des Landes Berlin zur Kenntnis, daß das in Berlin (West) geltende Kirchensteuerrecht mit Wirkung vom 1. Januar 1991 auf den Teil Berlins erstreckt wird, in dem es bisher nicht galt.
6. Zu Artikel 13:
Einrichtungen oder Teileinrichtungen, die bis zum Wirksamwerden des Beitritts Aufgaben erfüllt haben, die künftig nicht mehr von der öffentlichen Verwaltung wahrgenommen werden sollen, werden wie folgt abgewickelt:
(1) Soweit ein Sachzusammenhang zu öffentlichen Aufgaben besteht, werden die Einrichtungen oder Teileinrichtungen von demjenigen abgewickelt, der Träger dieser öffentlichen Aufgaben ist (Bund, Land, Länder gemeinsam).
(2) In den sonstigen Fällen werden die Einrichtungen oder Teileinrichtungen vom Bund abgewickelt.
In Zweifelsfällen kann von dem betroffenen Land oder vom Bund eine Stelle angerufen werden, die von Bund und Ländern gebildet wird.
7. Zu Artikel 13 Abs. 2:
Soweit Einrichtungen ganz oder teilweise auf den Bund überführt werden, ist geeignetes Personal entsprechend den Notwendigkeiten der Aufgabenerfüllung in angemessenem Umfang zu übernehmen.
8. Zu Artikel 15:
Die Verwaltungshilfen des Bundes und der Länder beim Aufbau der Landesverwaltungen und bei der Durchführung bestimmter Fachaufgaben werden in einer Clearingstelle abgestimmt, die von Bund und Ländern gebildet wird.

- (2) Les Länder de Berlin et de Brandebourg procéderont dans un délai d'une année à la vérification et à l'établissement de documents relatifs au tracé de la frontière par application de l'alinéa 1.
2. Sur l'article 2 al. 1er :
Les parties contractantes conviennent que les décisions relatives à la deuxième phrase sont réservées aux assemblées législatives de la Fédération après l'élection du premier Bundestag de l'ensemble de l'Allemagne et après la réalisation de l'ensemble des droits de participation des Länder mentionnés à l'article 1 al. 1er du présent traité.
3. Sur l'article 2 al. 2 :
Les parties contractantes s'accordent sur le fait que le caractère de jour férié légal du 3 octobre 1990 n'exclut pas les activités qui étaient déjà fixées de manière irrévocable lors de l'entrée en vigueur du traité.
4. Sur l'article 4 n° 5 :
Les alinéas 1 et 2 de l'article 143 n'ont qu'une portée limitée dans le temps ; c'est pourquoi ils ne préjugent pas de décisions législatives à venir.
5. Sur l'article 9 al. 5 :
Les deux parties contractantes prennent acte de la déclaration du Land de Berlin selon laquelle le droit relatif à l'impôt d'église en vigueur dans le Land de Berlin(-ouest) s'appliquera à partir du 1er janvier 1991 à la partie de Berlin dans laquelle il ne s'appliquait pas jusque là.
6. Sur l'article 13 :
Les institutions ou institutions partielles qui remplissaient jusqu'à la prise d'effet de l'adhésion des missions qui dans l'avenir ne seront plus assumées par l'administration publique, auront le sort suivant :
- (1) Dans la mesure où il existe une connexité matérielle avec des tâches publiques, la liquidation incombera à la personne publique en charge de ces tâches (Fédération, Länder, ensemble de Länder).
- (2) Dans les autres cas, la liquidation des institutions ou institutions partielles incombera à la Fédération. Dans les cas douteux, le Land concerné ou la Fédération pourra saisir un organe qui sera formé par la Fédération et les Länder.
7. Sur l'article 13 al. 2 :
Dans la mesure où des institutions seront transférées totalement ou partiellement à la Fédération, le personnel approprié devra être pris dans un volume correspondant à ce qui est nécessaire pour l'accomplissement de la mission.
8. Sur l'article 15 :
Les aides administratives de la Fédération et des Länder pour la mise en place des administrations des Länder et pour l'exécution de certaines tâches techniques sera coordonnée par un bureau de "clearing" qui sera formé par la Fédération et les Länder.

9. Zu Artikel 16:

Beide Vertragsparteien nehmen die Ankündigung des Landes Berlin zur Kenntnis, daß der Oberbürgermeister zum 3. Oktober 1990 zum Mitglied des Bundesrates bestellt wird und die Mitglieder des Magistrats wie sonstige Mitglieder der Berliner Landesregierung an der Vertretung der bestellten Mitglieder des Bundesrates beteiligt werden.

10. Zu Artikel 17:

906

Von dieser Bestimmung werden auch Personen erfaßt, die durch eine rechtsstaatswidrige Einweisung in eine psychiatrische Anstalt Opfer im Sinne des Artikels 17 geworden sind.

11. Zu Artikel 20 Abs. 2:

Die Einführung des Beamtenrechts nach Maßgabe der in Anlage I vereinbarten Regelungen erfolgt entsprechend den für die Personalausstattung der Bundesrepublik Deutschland maßgebenden Grundsätzen für auf Dauer erforderliche Funktionen.

12. Zu Artikel 21 Abs. 1 Satz 1:

Über die weitere Inanspruchnahme militärisch genutzter Liegenschaften sind die Länder zu unterrichten. Bevor bisher militärisch genutzte Liegenschaften, die Bundesvermögen werden, einer anderen Nutzung zugeführt werden, sind die betroffenen Länder zu hören.

13. Zu Artikel 22 Abs. 4:

Der von den Wohnungsgenossenschaften für Wohnungszwecke genutzte volkseigene Grund und Boden fällt auch unter Absatz 4 und soll letztlich in das Eigentum der Wohnungsgenossenschaften unter Beibehaltung der Zweckbindung überführt werden.

14. Zu Artikel 35:

Die Bundesrepublik Deutschland und die Deutsche Demokratische Republik erklären im Zusammenhang mit Artikel 35 des Vertrags:

1. Das Bekenntnis zum sorbischen Volkstum und zur sorbischen Kultur ist frei.
2. Die Bewahrung und Fortentwicklung der sorbischen Kultur und der sorbischen Traditionen werden gewährleistet.
3. Angehörige des sorbischen Volkes und ihre Organisationen haben die Freiheit zur Pflege und zur Bewahrung der sorbischen Sprache im öffentlichen Leben.
4. Die grundgesetzliche Zuständigkeitsverteilung zwischen Bund und Ländern bleibt unberührt.

15. Zu Artikel 38:

Vereinbarungen der Akademie der Wissenschaften, der Bauakademie und der Akademie der Landwirtschaftswissenschaften der Deutschen Demokratischen Republik mit Organisationen in anderen Staaten oder internationalen Stellen werden nach den in Artikel 12 des Vertrags niedergelegten Grundsätzen überprüft.

-
9. Sur l'article 16 :
Les deux parties contractantes prennent acte de l'intention du Land de Berlin de désigner le bourgmestre principal jusqu'au 3 octobre 1990 comme membre du Bundesrat et de faire participer les membres du "Magistrat" ainsi que d'autres membres du gouvernement de Berlin à la suppléance des membres désignés du Bundesrat.
- [906] 10. Sur l'article 17 :
Cette disposition concerne également les personnes qui sont des victimes au sens de l'article 17 pour avoir été internées dans un établissement psychiatrique en violation de l'Etat de droit.
11. Sur l'article 20 al. 2 :
L'introduction du droit de la fonction publique suivant les règles convenues à l'annexe I a lieu conformément aux principes applicables en République fédérale d'Allemagne aux dotations en personnels pour les fonctions nécessaires pour une durée limitée.
12. Sur l'article 21 al. 1er, phrase 1 :
Les Länder doivent être informés de la poursuite de l'utilisation de biens affectés à l'usage militaire. Les Länder concernés doivent être entendus avant que des biens jusque là affectés à l'usage militaire et entrant dans le patrimoine de la Fédération ne soient affectés à un autre usage.
13. Sur l'article 22 al. 4 :
Les biensfonds nationaux utilisés à des fins d'habitation par des coopératives de logement entrent dans le champ de l'alinéa 4 et doivent finalement être transférés dans la propriété des coopératives de logement avec maintien de l'affectation.
14. Sur l'article 35 :
A propos de l'article 35 du traité, la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne déclarent :
1. La liberté de confesser l'appartenance à la nation sorabe et à la culture sorabe.
 2. La conservation et le développement de la culture sorabe et des traditions sorabes seront garantis.
 3. Les membres du peuple sorabe et ses organisations sont libres de cultiver et conserver la langue sorabe dans la vie publique.
 4. La répartition constitutionnelle des compétences entre la Fédération et les Länder n'est pas affectée.
15. Sur l'article 38 :
Les conventions de l'Académie des sciences, de l'école d'architecture et de l'école d'agronomie de la République démocratique allemande avec des organisations dans d'autres Etats ou des organismes internationaux feront l'objet d'un examen suivant les principes mentionnés à l'article 12 du présent traité.

16. Zu Artikel 40:

Fälle, in denen die Bundesregierung die Übernahme der Kosten für die medizinische Behandlung von Deutschen aus dem in Artikel 3 genannten Gebiet zugesagt hat, werden von ihr abgewickelt.

17. Zu Anlage II Kapitel II Sachgebiet A Abschnitt III:

Die Parteien haben Anspruch auf Chancengleichheit bei der Wahlvorbereitung und im Wahlwettbewerb. Geld oder geldwertes Vermögen, das den Parteien weder durch Mitgliedsbeiträge noch durch Spenden oder eine staatliche Wahlkampfkostenerstattung zugeflossen ist, insbesondere Vermögensgegenstände ehemaliger Blockparteien und der PDS in der Deutschen Demokratischen Republik, dürfen weder zur Wahlvorbereitung noch im Wahlkampf verwendet werden. Die Parteien sind verpflichtet, darüber eidesstattliche Erklärungen der Schatzmeister abzugeben und den Verzicht auf den Einsatz solcher Mittel durch Wirtschaftsprüfer zum 1. Dezember 1990 bestätigen zu lassen. Soweit sich Parteien in der Bundesrepublik Deutschland vor dem Wahltag mit ehemaligen Blockparteien der Deutschen Demokratischen Republik zusammenschließen, haben sie zum Zeitpunkt ihrer Vereinigung über ihr Vermögen in der Weise Rechenschaft abzulegen, daß sie bis zum 1. November 1990 jeweils eine Schlußbilanz und eine Eröffnungsbilanz vorlegen, die den Kriterien von § 24 Abs. 4 des Parteiengesetzes entspricht.

18. Zu Anlage III:

Beide Vertragsparteien stimmen darin überein, daß für die in den Sätzen 2 und 3 der Ziffer 6 geregelten Fälle auch eine Umsetzung nach Ziffer 7 der Gemeinsamen Erklärung vorgesehen werden kann.

II. Protokollerklärung zum Vertrag

Beide Vertragsparteien sind sich einig, daß die Festlegungen des Vertrags unbeschadet der zum Zeitpunkt der Unterzeichnung noch bestehenden Rechte und Verantwortlichkeiten der Vier Mächte in bezug auf Berlin und Deutschland als Ganzes sowie der noch ausstehenden Ergebnisse der Gespräche über die äußeren Aspekte der Herstellung der deutschen Einheit getroffen werden.

16. Sur l'article 40 :

Les cas dans lesquels le gouvernement fédéral a promis la prise en charge des coûts de traitement médical des allemands du territoire mentionné à l'article 3 seront traités par lui.

17. Sur l'annexe II, chapitre II, section III, n° 2 :

Les partis ont droit à l'égalité des chances pour la préparation des élections et dans la compétition électorale. L'argent ou les autres biens mentionnés que les partis ont reçus en dehors des cotisations, des dons ou des remboursements de frais de campagne, et notamment les biens patrimoniaux des anciens partis de la coalition et du PDS en République démocratique allemande, ne doivent être utilisés ni pour la préparation des élections, ni dans la campagne électorale. Les partis sont tenus de produire une attestation sur l'honneur de leur trésorier et de faire attester par un expert-comptable leur renonciation à l'utilisation de tels moyens. En cas de fusion de partis de la République fédérale d'Allemagne avec d'anciens partis de la coalition de la République démocratique allemande, antérieurement aux élections, ils doivent justifier de leur patrimoine au moment de la fusion en présentant respectivement jusqu'au 1er novembre 1990 un bilan de clôture et un bilan d'ouverture satisfaisant aux critères du § 24 al. 4 de la loi relative aux partis politiques.

18. Sur l'annexe III :

Les deux parties contractantes conviennent que pour les cas réglés aux phrases 2 et 3 du n° 6, il pourra également être prévu une conversion selon le n° 7 de la déclaration commune.

II. Sur le traité

Les deux parties contractantes conviennent que les déterminations du traité interviendront sans préjudice des droits et responsabilités des quatre puissances concernant Berlin et l'Allemagne toute entière, qui existent encore lors de la signature, ainsi que des résultats encore à venir des conversations relatives aux aspects extérieurs de la réalisation de l'unité de l'Allemagne.

**CENTRE D'ETUDES
JURIDIQUES FRANCAISES**

Université de la Sarre, D -W6600 Saarbrücken 11
Tél. : (0681) 302 21 21 ou 21 85

Codirecteurs : Christian AUTEXIER
 Claude WITZ
 Professeurs des Universités

Chargée d'enseignement : Françoise FURKEL
 Docteur en Droit

Chargée d'administration Marie-Thérèse MOTTEAU
et secrétariat : Licenciée ès Lettres

Le Centre d'Etudes Juridiques Françaises, intégré dans le Département juridique de l'Université de la Sarre, constitue une institution universitaire de coopération unique en Europe. Son existence et sa mission sont le fruit d'un héritage de l'histoire et reflètent l'évolution des relations franco-allemandes.

Dans le domaine de la recherche, le Centre a naturellement vocation à servir de trait d'union entre les cultures juridiques françaises et allemandes.

Ses enseignements s'adressent à des étudiants de toutes nationalités qui veulent suivre au sein d'une université allemande, soit à titre principal, soit parallèlement à des études de droit allemand, des études de droit français sanctionnées par le DEUG, mention Droit. Les enseignements de droit français sont assurés par des enseignants des universités françaises et ceux de droit allemand par des enseignants des universités allemandes.

Renseignements : . à l'Office Allemand d'Echanges Universitaires
 (DAAD)

 . aux bureaux locaux de l'ONISEP

 . au Centre d'Etudes Juridiques Françaises
 Universität des Saarlandes
 D -W6600 Saarbrücken 11

PUBLICATIONS DU CENTRE D'ETUDES JURIDIQUES FRANÇAISES :

Série études et documents du c.e.j.f. :

N° 1	Christian AUTEXIER (sous la direction de)	1987	Le glorieux de la Loi fondamentale
N° 2	Christos AUTEXIER	1987	La loi relative à la Cour constitutionnelle fédérale
N° 3	AUTEXIER / FLAUSS / FROMONT / GREWE / KOENIG / RIEG	1987	Grundgesetz / Loi fondamentale (2 ^e édition 1990 synoptique bilingue)
N° 4	Christos AUTEXIER	1988	Constitution du 4 octobre 1958 / die Verfassung der französischen Republik

Série cahiers du c.e.j.f. :

N° 1	Claude WITZ	1983	La coopération commerciale dans la convention ACP-CEE du 31 octobre 1979, de Lomé I à Lomé II
N° 2	Danile HUET-WEILLER	1983	Bilan de 10 ans d'application de la réforme de la filiation
N° 3	Jean PRADEL	1983	Le médecin devant la loi pénale
N° 4	Christian AUTEXIER	1984	L'action exécutive des régions
N° 5	René ROUDAUT	1984	Les relations commerciales et industrielles franco-allemandes
N° 6	Heike JUNG	1984	Le système des sanctions dans le droit pénal des mineurs en RFA
N° 7	Bernard BRIGOUTEX	1985	L'opinion publique française et l'Allemagne dans la perspective européenne
N° 8	Raymond FERRETTI	1985	La nouvelle décentralisation et les finances locales
N° 9	André VITU	1985	Les traits caractéristiques de la procédure pénale française
N° 10	Herménudier	1985	L'Allemagne à la télévision française en 1984
N° 11	Varia auteurs	1985	Le trentenaire du Centre d'Etudes Juridiques Françaises (15-25 novembre 1985)
N° 12	Jean-François FLAUSS	1986	Le règlement amiable devant la Cour européenne des Droits de l'Homme
N° 13	André BRUNET	1987	Le sort des créanciers dans le nouveau droit français de la faillite
N° 14	Jean PRADEL	1987	Trente ans de politique pénitentiaire française
N° 15	Pierre AVRIL	1988	L'influence des institutions sur les partis politiques / Der Einfluss der Verfassungsorgane auf die politischen Parteien
N° 16	Jacques ROBERT	1988	Terrorisme et libertés publiques / Terrorismus und Freiheitsrechte
N° 17	André TUNC	1991	La loi Badinter après cinq ans d'application